



EDF Energies Nouvelles

Rapport financier
au 30 juin 2010



Sommaire

Rapport d'activité semestriel 2010	5
Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2010	23
Rapport des Commissaires aux Comptes et Attestation des Responsables.....	59



Rapport d'activité semestriel 2010

1. Présentation de l'activité	6
2. Faits marquants du premier semestre.....	7
3. Comptes consolidés	12
4. Evènements importants survenus depuis le 1 ^{er} juillet 2010.....	19
5. Principaux risques du Groupe	19
6. Principales transactions entre les parties liées.....	22

1. Présentation de l'activité

Présent en Europe et en Amérique du Nord, EDF Energies Nouvelles est un leader sur le marché des énergies renouvelables.

Avec un développement centré sur l'éolien et plus récemment sur le solaire photovoltaïque, le Groupe est également présent sur d'autres filières d'énergies renouvelables : petite hydraulique, biogaz, biomasse, biocarburants et énergies de la mer. Le Groupe se développe également dans le secteur des énergies renouvelables réparties, notamment le solaire distribué.

Les parcs éoliens et solaires, qui représentent 93 % des capacités installées, sont implantés dans des zones géographiques soigneusement sélectionnées qui se caractérisent par leur stabilité politique, leur potentiel de croissance et leur visibilité en matière de réglementation (Etats-Unis, Canada, Mexique et pays européens - notamment France, Italie, Grèce, Portugal, Royaume-Uni et Turquie).

Dans le cadre de son métier de producteur d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables, le Groupe intervient à chaque étape de la production. Ainsi, le Groupe est actif en amont, dans le développement de projets, puis dans la construction de centrales électriques et enfin dans l'exploitation et la maintenance des centrales construites, chacune de ces activités pouvant être exercée pour compte propre ou pour compte de tiers. Dans le cadre de son activité de développement de projet, le Groupe exerce également une activité de Développement-Vente d'Actifs Structurés (DVAS), qui consiste principalement à construire des projets pour le compte de tiers dans le domaine des énergies renouvelables.

Au 30 juin 2010, le Groupe dispose d'une capacité installée brute de 3 183 MW et d'une capacité nette de 2 452 MW, en ligne avec son objectif de capacité installée fin 2012 de 4 200 MW nets dont 500 MWc de solaire photovoltaïque.

2. Faits marquants du premier semestre

2.1 Évolution des capacités de production

Au 30 juin 2010, la capacité installée brute du Groupe, toutes filières confondues, s'élève à 3 183,5 MW, en hausse de 238,1 MW par rapport au 31 décembre 2009.

La capacité installée nette atteint quant à elle 2 452,6 MW, en hausse de 195,6 MW par rapport au 31 décembre 2009.

La répartition, par filière et par pays, des capacités en service et en construction est la suivante :

	EN EXPLOITATION				EN CONSTRUCTION	
	31.12.2009		30.06.2010		30.06.2010	
	Brut	Net	Brut	Net	Brut (1)	Net
Eolien						
France	368,4	324,8	368,4	334,7	50,0	50,0
Portugal	495,8	302,9	495,8	302,9	-	-
Grèce	187,4	165,3	205,4	186,3	122,6	120,2
Italie	291,4	138,4	365,0	173,4	114,0	89,3
Royaume-Uni	177,2	138,2	201,2	150,2	94,5	47,3
Allemagne	3,0	3,0	3,0	3,0	-	-
Belgique	30,0	5,5	30,0	5,5	-	-
Turquie	94,0	34,7	105,7	40,6	22,5	11,2
Mexique	37,5	37,5	67,5	67,5	-	-
Etats-Unis	965,3	882,3	964,1	881,1	201,0	-
Total Eolien	2 650,0	2 032,6	2 806,1	2 145,1	604,6	318,0
Solaire (hors Energies Réparties)						
Italie	18,9	11,6	24,3	14,7	79,4	62,6
France	25,9	25,9	53,2	53,2	110,4	34,3
Espagne	6,7	1,3	35,2	22,6	-	-
Grèce	-	-	-	-	6,0	6,0
Etats-Unis	6,0	6,0	6,0	6,0	3,1	0,1
Canada	23,4	23,4	23,4	23,4	35,3	35,3
Total Solaire	80,9	68,2	142,2	120,0	234,1	138,2
Total Autres filières	214,5	156,2	235,2	187,5	6,7	6,5
Total Groupe	2 945,4	2 257,0	3 183,5	2 452,6	845,3	462,8

(1) Les capacités brutes en construction incluent les capacités en construction de l'activité Développement-Vente d'Actifs Structurés.

Pour mémoire, les capacités installées nettes sont le produit des capacités brutes par le pourcentage de détention du Groupe dans les sociétés portant les actifs d'exploitation. Les capacités brutes sont un indicateur de la capacité de développement du Groupe, les capacités nettes un indicateur de mesure patrimonial (capacités détenues en propre).

2.1.1 Eolien

Au 30 juin 2010, la capacité éolienne installée s'élève à 2 806,1 MW bruts (2 145,1 MW nets), en augmentation de 156,1 MW bruts (112,5 MW nets) par rapport au 31 décembre 2009. Les parcs mis en service au cours du semestre sont :

- En Italie : les dernières tranches du parc de Monte Grighine (73,6 MW sur un total de 98,9 MW).
- Au Royaume-Uni : le parc de Rusholme (24 MW).
- En Grèce : le parc de Skopies (18 MW).
- En Turquie : la deuxième tranche de Soma 1 (11,7 MW sur un total de 79,2 MW).
- Au Mexique : la dernière tranche du parc de La Ventosa (30 MW sur un total de 67,5 MW).

Au 30 juin 2010, la capacité éolienne en construction s'élève à 604,6 MW bruts. Ces chantiers se situent en Grèce, en Italie, au Royaume-Uni, en France, en Turquie et aux Etats-Unis. Elle ne comprend pas la construction du parc de Lakefield (201 MW pour compte propre aux Etats-Unis) qui débutera au troisième trimestre.

2.1.2 Solaire

Au 30 juin 2010, la capacité solaire installée s'élève à 142,2 MWc bruts (120 MWc nets). Le Groupe a mis en service 61,3 MWc pour compte propre au premier semestre :

- En France : les deux premières tranches de la centrale de Gabardan (24 MWc) ainsi qu'une tranche de 2 MWc fixés sur *trackers*, structures permettant de suivre la courbe du soleil.
- En Espagne : les centrales de Casatejada (11,4 MWc), Valdecaballeros (11,4 MWc) et La Rambla (5,7 MWc).
- En Italie : six centrales d'une capacité comprise entre 0,3 MWc et 1,8 MWc totalisant 5,4 MWc.

Au 30 juin 2010, le Groupe dispose en outre de 234,1 MWc en cours de construction. Les chantiers se situent principalement :

- En France : avec la réalisation notamment des parcs de Saint-Symphorien (24 MWc), de Bouloc (10,2 MWc) et de Puylobier (6,5 MWc). EDF Energies Nouvelles poursuit également la construction des autres tranches de Gabardan. Par ailleurs, 32 MWc de grandes toitures et hangars agricoles sont en construction pour compte de tiers. Au total, 110,4 MWc sont en cours de construction au 30 juin 2010.
- En Italie, où le Groupe a débuté la construction de la centrale au sol d'Augusta (6,7 MWc) et de plusieurs projets de grandes toitures comme Marrubiu 1 (4,3 MWc) et Uras 2 (2,9 MWc). La construction des parcs de Loreo (12,6 MWc) et Priolo (13,5 MWc) se poursuit également. Au total, 43 centrales au sol ou projets de grandes toitures d'une capacité cumulée de 79,4 MWc sont en cours de construction au 30 juin 2010.
- Au Canada, où a débuté la construction de trois centrales d'une capacité de 35,3 MWc dans l'Ontario.

Au 30 juin 2010, les capacités solaires brutes en exploitation ou en construction totalisent 376,3 MWc.

2.1.3 Autres filières

Les capacités installées des autres filières s'élèvent, au 30 juin 2010, à 235,2 MW bruts (187,5 MW nets) contre 214,5 MW bruts (156,2 MW nets) au 31 décembre 2009.

Cette variation s'explique principalement par :

- La cession des centrales thermiques d'Energies Antilles (16,7 MW) et Energies Saint-Martin (13,6 MW) intervenue en juin 2010.
- L'acquisition de deux unités de production de biogaz aux Etats-Unis (50 MW). *Voir paragraphe 2.5 pour plus de détails sur cette opération.*

2.2 Signature de contrats de vente d'électricité aux Etats-Unis

En avril 2010, enXco, la filiale américaine d'EDF Energies Nouvelles, a signé un contrat de vente d'électricité (PPA : Power Purchase Agreement) avec la compagnie électrique américaine San Diego Gas & Electricity. D'une durée de 20 ans, ce contrat de vente porte sur l'électricité produite par le futur parc éolien de Pacific Wind I d'une capacité de 140 MW. Situé en Californie, ce parc devrait être mis en exploitation fin 2011-début 2012. Ce contrat reste soumis à l'obtention de l'accord de l'organisme de contrôle des services publics de Californie.

En mai 2010, enXco a annoncé avoir trouvé un accord avec la compagnie électrique américaine Indianapolis Power and Light (IPL) permettant la poursuite du projet de Lakefield d'une capacité de 201 MW. Ce contrat de vente d'électricité avait reçu en janvier 2010 l'agrément de l'organisme de contrôle des services publics de l'Indiana. En mars 2010, IPL avait unilatéralement résilié le PPA, ce qui avait amené enXco à démarrer une procédure d'arbitrage. Les discussions qui ont suivi ont permis à IPL et enXco de s'accorder sur la reprise du PPA tel que signé initialement. La mise en service est prévue à la fin du troisième trimestre 2011.

2.3 Développement-Vente d'Actifs Structurés (DVAS)

Dans l'éolien, le Groupe a vendu le parc de Canton du Quesnoy en France (10 MW) et a achevé aux Etats-Unis la construction du parc de Linden (50 MW). Par ailleurs, la construction du parc de Nobles (201 MW) pour le compte de la société électrique Xcel se poursuit dans le Minnesota. Le parc sera livré fin 2010.

Dans le solaire, 7,1 MWc de projets solaires en toitures (toitures industrielles, commerciales et hangars agricoles) ont été vendus en France au cours du semestre et 32 MWc sont en cours de construction pour des livraisons s'échelonnant entre le deuxième semestre 2010 et le premier semestre 2011. De plus, une partie (12 MWc) de la ferme au sol de Saint-Symphorien et trois tranches (totalisant 32 MWc) de la centrale de Gabardan sont actuellement en cours de construction pour compte de tiers en France pour des livraisons également en fin d'année et au premier semestre 2011.

2.4 Exploitation et Maintenance

Depuis janvier 2010, EDF Energies Nouvelles consolide 44 % d'intérêts complémentaires dans la société allemande Reetec, qui est désormais prise en compte en intégration globale avec un taux de détention de 72 %, alors qu'elle était mise en équivalence à 28 % en 2009.

2.5 EDF Energies Nouvelles Réparties

EDF Energies Nouvelles Réparties, spécialisée dans la commercialisation des offres complètes d'énergies réparties aux particuliers et aux professionnels, a vu son activité pénalisée au cours du semestre par des conditions météorologiques défavorables et des difficultés d'approvisionnement en onduleurs ayant retardé les installations.

Au premier semestre, EDF Energies Nouvelles Réparties SA et sa filiale Photon Technologies ont réalisé 1 100 installations auprès des particuliers et installé près de 6 MWc chez les professionnels.

En avril 2010, EDF Energies Nouvelles Réparties a par ailleurs porté de 51 % à 100 % sa participation dans Photon Technologies confortant ainsi sa position de leader dans le secteur solaire photovoltaïque pour les particuliers et les professionnels et permettant une meilleure intégration des deux entités. Au 1^{er} juillet 2010, Photon Technologies a changé de nom et est devenu EDF ENR Solaire.

2.6 Autres filières

En juin 2010, EDF Energies Nouvelles, via sa filiale enXco, a réalisé l'acquisition de la société Beacon Landfill Gas Holdings LLC, spécialiste des installations de biogaz aux Etats-Unis. Cette acquisition porte principalement sur deux unités de production de biogaz, situées dans l'ouest de la Pennsylvanie sur des centres d'enfouissement exploités par les groupes industriels Veolia et Allied Waste Service. Le potentiel de production de biogaz des deux centrales permet d'alimenter en moyenne l'équivalent d'une centrale électrique d'une puissance de 50 MW (environ 65 MW à terme avec l'augmentation de la production de gaz).

Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie du Groupe de réaliser, parallèlement au développement de l'éolien et du solaire, des investissements sélectifs dans de nouvelles filières ayant un potentiel de développement intéressant.

2.7 Approvisionnement en turbines et en panneaux photovoltaïques

Au 30 juin 2010, EDF Energies Nouvelles a sécurisé 2 498 MW de turbines : 1 985 MW aux Etats-Unis et 513 MW en Europe, essentiellement auprès des fabricants REpower, Vestas, Enercon et GE.

Le Groupe a par ailleurs continué à sécuriser des panneaux photovoltaïques. First Solar reste le principal fournisseur de panneaux du Groupe avec 457 MWc sécurisés au 30 juin 2010 pour la période 2010-2012. La construction de l'usine First Solar à Blanquefort débutera au second semestre 2010 et les premiers panneaux seront disponibles fin 2011- début 2012. EDF Energies Nouvelles aura accès à 100 % de la production de cette usine, soit plus de 100 MWc par an (en année pleine).

EDF Energies Nouvelles a poursuivi son approvisionnement de panneaux en silicium cristallin et dispose de 192 MWc de panneaux (essentiellement auprès des fournisseurs Suntech, Yingli et Photowatt), dont une partie sous forme optionnelle.

Au total, le Groupe a sécurisé 649 MWc de panneaux photovoltaïques pour la période 2010-2012 dont une partie sous forme optionnelle.

2.8 Financements de projet

En avril 2010, EDF Energies Nouvelles a finalisé auprès de cinq établissements financiers le contrat cadre de financement d'un portefeuille français de centrales solaires photovoltaïques au sol. Cet accord intervient à la suite du protocole d'accord signé en décembre 2009 avec la Banque européenne d'investissement (BEI) pour une enveloppe de 500 millions d'euros pouvant représenter jusqu'à 50 % du financement total d'un programme d'investissement de centrales solaires en France et en Italie sur la période 2010-2012. EDF Energies Nouvelles a simultanément procédé au tirage des fonds pour le projet de la centrale solaire du Gabardan, située dans le sud-ouest de la France.

En juin 2010, EDF Energies Nouvelles a signé un contrat de financement pour deux réalisations en Grèce, le parc éolien de Skopies (18 MW) et la centrale solaire de Xirokambi (6 MWc) démontrant ainsi qu'il est encore possible de mettre en place des financements dans ce pays.

Au total, au cours du premier semestre, le Groupe a closé/mandaté des banques pour un montant supérieur à un milliard d'euros, confirmant ainsi sa capacité à avoir accès aux financements dont il a besoin pour ses investissements.

2.9 Gouvernance de la Société au 30 juin 2010

Au 30 juin 2010, le Conseil d'administration de la société est composé de la façon suivante :

Nom	Fonction	Date de fin de mandat
Elie Cohen	Administrateur (indépendant)	AG statuant sur les comptes clos le 31/12/2011
Pierre Richard	Administrateur (indépendant)	AG statuant sur les comptes clos le 31/12/2011
Société Internationale d'Investissements Financiers représentée par Catherine Mouratoglou	Administrateur	AG statuant sur les comptes clos le 31/12/2015
Jean Thomazeau	Administrateur	AG statuant sur les comptes clos le 31/12/2014
Paris Mouratoglou	Administrateur Président du Conseil d'administration	AG statuant sur les comptes clos le 31/12/2015 31/12/2010
EDEV représenté par Olivier Petros	Administrateur	AG statuant sur les comptes clos le 31/12/2012
Corinne Fau	Administrateur	AG statuant sur les comptes clos le 31/12/2013
Thomas Piquemal	Administrateur	AG statuant sur les comptes clos le 31/12/2012
Daniel Camus	Administrateur	AG statuant sur les comptes clos le 31/12/2015

A la clôture du semestre les dirigeants mandataires sociaux de la Société sont :

Nom	Fonction	Date de fin de mandat
David Corchia	Directeur Général	31/12/2012
Yvon André	Directeur Général Délégué	31/12/2012
Olivier Paquier	Directeur Général Délégué	31/12/2012
Christophe Geffray	Directeur Général Délégué	31/12/2012

3. Comptes consolidés

3.1 Changement de méthode comptable

A la clôture du 31 décembre 2009, le Groupe a décidé de modifier sa méthode de consolidation des joint-venture américaines afin de mieux refléter dans les comptes consolidés la réalité économique et la substance des accords conclus avec nos partenaires dits « Tax Equity Investors » à savoir que ces entités sont contrôlées par le Groupe. Il a donc été décidé de consolider ces entités selon la méthode de l'intégration globale. Les comptes consolidés au 31 décembre 2008 ont été retraités en conséquence. De même, les comptes consolidés au 30 juin 2009 ont été retraités afin de donner une information comparative homogène par rapport au 1^{er} semestre de l'année 2010. Vous trouverez de plus amples informations sur ce changement de méthode comptable dans la note annexe n° 3.3.1 aux états financiers consolidés du 30 juin 2010.

3.2 Résultat des opérations

Comptes consolidés (en millions d'euros)	30/06/2009 publié	30/06/2009 retraité	30/06/2010	Variation
Chiffre d'affaires	413,8	425,5	545,0	+ 28,1%
Ebitda	140,2	146,6	168,9	+ 15,2%
Résultat opérationnel	94,6	96,4	100,2	+ 3,9%
Résultat financier	-51,8	-53,5	-59,9	+ 12,0%
Impôt	-3,9	-4,0	-7,1	+ 77,5%
Quote-part des sociétés MEE	-2,9	-2,9	0,3	-110,0%
Résultat net consolidé	36,0	36,0	33,5	- 6,9%
Intérêts minoritaires	-5,8	-5,8	-5,1	-12,1%
Résultat net part du Groupe	41,8	41,8	38,6	-7,7%

Evolution du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe augmente de 28,1 %, pour atteindre 545 millions d'euros au 30 juin 2010 contre 425,5 millions d'euros au 30 juin 2009. A taux de change constant, la progression est de 27,6 %. Les données de juin 2009 retraitées prennent en compte les impacts du changement de méthode comptable sur le traitement des JV américaines mis en œuvre l'an dernier. Au 30 juin 2009, l'impact de ces retraitements sur le chiffre d'affaires est de +11,7 millions d'euros.

Les tableaux ci-dessous présentent le chiffre d'affaires du Groupe par zone géographique et par métier :

Comptes consolidés (en millions d'euros)	30/06/2009 publié	30/06/2009 retraité	30/06/2010	Variation
Europe	291,8	291,8	428,3	+ 46,8%
Production	121,3	121,3	159,8	+ 31,7%
Exploitation – Maintenance	3,8	3,8	15,3	+ 302,6%
DVAS *	71,0	71,0	136,2	+ 91,8%
Energies Réparties	95,7	95,7	117,0	+ 22,3%
Amériques	122,0	133,7	116,7	-12,7%
Production	35,6	47,3	59,6	+ 26,0%
Exploitation – Maintenance	15,3	15,3	16,1	+ 5,2%
DVAS *	71,1	71,1	41,0	-42,3%
Total Chiffre d'affaires	413,8	425,5	545,0	+ 28,1%

* Développement-Vente d'Actifs Structurés

Comptes consolidés (en millions d'euros)	30/06/2009 publié	30/06/2009 Retraité	30/06/2010	Variation
Production	156,9	168,6	219,4	+ 30,1%
Exploitation – Maintenance	19,1	19,1	31,4	+ 64,4%
DVAS *	142,1	142,1	177,2	+ 24,7%
Energies Réparties	95,7	95,7	117,0	+ 22,3%
Total Chiffre d'affaires	413,8	425,5	545	+ 28,1%

Europe

Le chiffre d'affaires du Groupe dans la zone Europe progresse de 46,8 % passant de 291,8 millions d'euros au 30 juin 2009 à 428,3 millions d'euros au 30 juin 2010. Cette augmentation s'explique comme suit :

- le chiffre d'affaires de l'activité Production progresse de 31,7 %, passant de 121,3 millions d'euros au 30 juin 2009 à 159,8 millions d'euros au 30 juin 2010, soit une hausse de 38,5 millions d'euros. Cette hausse significative résulte principalement, pour ce qui concerne les parcs comptabilisés en intégration globale ou proportionnelle, de :
 - l'effet année pleine de la mise en service en 2009 de nouveaux parcs éoliens et solaires pour un total de 336,9 MW bruts (238,4 MW nets), répartis entre la France (125,3 MW bruts, 121,0 MW nets), l'Italie (70,6 MW bruts, 36,1 MW nets), la Turquie (45 MW bruts, 22,5 MW nets), le Royaume-Uni (38 MW bruts, 19 MW nets), la Grèce (38 MW bruts, 19,8 MW nets) et le Portugal (20 MW bruts, 20 MW nets).
 - la mise en service au premier semestre 2010 de nouveaux parcs éoliens, solaires et biogaz pour un total de 188,2 MW bruts et 122,4 MW nets, répartis entre l'Italie (79,0 MW bruts, 38,1 MW nets), l'Espagne (28,5 MW bruts, 21,5 MW nets), la France (27,0 MW bruts et nets), le Royaume-Uni (24 MW bruts, 12 MW nets), la Grèce (18 MW bruts et nets) et la Turquie (11,7 MW bruts, 5,9 MW nets).

Il convient de signaler que le régime de vent a été historiquement très faible au Royaume-Uni, compensé toutefois par l'excellente performance du Portugal.

- le chiffre d'affaires de l'activité Développement-Vente d'Actifs Structurés passe de 71 millions d'euros au 30 juin 2009 à 136,2 millions au 30 juin 2010. Le chiffre d'affaires du premier semestre 2009 concernait l'achèvement du projet éolien de Fierville en France (28 MW) ainsi que la vente de panneaux destinés aux sociétés intégrées

proportionnellement, dont seule la part intra-groupe est éliminée dans le chiffre d'affaires consolidé. Celui au 30 juin 2010 concerne la cession du parc de Canton du Quesnoy (10 MW) dans l'éolien en France, le dégagement à l'avancement du chiffre d'affaires du parc solaire photovoltaïque de Gabardan 2 (11,7 MWc), les cessions des installations solaires photovoltaïques en toitures en France (7,1 MWc) et du projet La Rambla (6 MWc) dans le solaire en Espagne ainsi que la vente de panneaux destinés aux sociétés intégrées proportionnellement, dont seule la part intra-groupe est éliminée dans le chiffre d'affaires consolidé.

- le chiffre d'affaires de l'activité Exploitation-Maintenance passe de 3,8 millions d'euros au 30 juin 2009 à 15,3 millions d'euros au 30 juin 2010. Cette augmentation est principalement due à la prise en compte de la société REETEC en Intégration Globale dans les comptes du 30 juin 2010, alors qu'au 30 juin 2009 cette société d'O&M et de construction basée en Allemagne était consolidée en Mise en Equivalence.
- le chiffre d'affaires réalisé par l'ensemble EDF Energies Nouvelles Réparties et ses filiales, au cours du premier semestre s'élève à 117 millions d'euros, contre 95,7 millions d'euros au 30 juin 2009, soit une progression de 22,3 %. Cette progression de 21,3 millions d'euros s'explique principalement par :
 - un ralentissement du développement de l'activité photovoltaïque des sociétés EDF ENR SA et Photon Technologies, dont le chiffre d'affaires de ventes de systèmes solaires pour l'intégré-bâti progresse de 3,2 millions d'euros à 41,9 millions d'euros. Cette moindre croissance du chiffre d'affaires s'explique par de mauvaises conditions climatiques qui ont limité les installations sur le premier semestre, et par des difficultés d'approvisionnement des onduleurs ;
 - un chiffre d'affaires du groupe Tenesol en hausse de 20,9 millions d'euros à 52 millions d'euros au 30 juin 2010 ;
 - une légère diminution des chiffres d'affaires de Supra et Ribo, qui passent de 25,9 millions d'euros au 30 juin 2009 à 23,1 millions d'euros au 30 juin 2010, soit une baisse de 2,8 millions d'euros.

Amériques

Le chiffre d'affaires du Groupe dans la zone Amériques s'élevait à 122 millions d'euros dans les comptes publiés à fin juin 2009. En tenant compte de l'impact du changement de méthode comptable sur le traitement des JV américaines pour un montant de 11,7 millions d'euros, le chiffre d'affaires du Groupe dans la zone Amériques diminue de 12,7 %, passant de 133,7 millions d'euros au 30 juin 2009 à 116,7 millions d'euros au 30 juin 2010. Cette diminution masque une évolution contrastée en fonction des activités :

- le chiffre d'affaires de l'activité Production progresse de 26 %, passant de 47,3 millions d'euros au 30 juin 2009 à 59,6 millions d'euros au 30 juin 2010, soit une augmentation de 12,3 millions d'euros. Cette hausse résulte principalement de l'effet année pleine des parcs éoliens de Shiloh II (150 MW) et Hoosier (106 MW) ainsi que des centrales solaires de Bayshore, Steven's Institute, Carrier Clinic et Hall's Warehouse aux Etats-Unis (4,4 MWc bruts et nets). Elle résulte également des mises en service de la seconde partie du parc de La Ventosa (67,5 MW au total) au Mexique et du parc solaire d'Arnprior (23,4 MWc) au Canada. La croissance a été pénalisée par des conditions de vent particulièrement faibles au premier semestre.
- le chiffre d'affaires de l'activité Exploitation-Maintenance passe de 15,3 millions d'euros au 30 juin 2009 à 16,1 millions d'euros au 30 juin 2010, soit une progression de 5,2 %.
- le chiffre d'affaires de l'activité Développement-Vente d'Actifs Structurés passe de 71,1 millions d'euros au 30 juin 2009 à 41 millions d'euros au 30 juin 2010, soit une baisse de 42,3 %, qui s'explique comme suit :
 - au premier semestre 2009, le chiffre d'affaires correspondait, pour l'essentiel, à la première partie du projet éolien de Spearville 2 (32 turbines de 1,5 MW) ainsi qu'à l'avancement du projet éolien de Crane Creek (99 MW).

- au premier semestre 2010, il correspond au chiffre d'affaires de la fin du projet de Linden (50 MW) ainsi qu'au dégageant à l'avancement du chiffre d'affaires du projet Nobles (201 MW) qui devrait être réceptionné en fin d'année.

L'EBITDA⁽¹⁾

Au 30 juin 2009, l'impact sur l'EBITDA des retraitements liés au changement de méthode comptable sur le traitement des JV américaines est de +6,4 millions d'euros. Pour mémoire, l'EBITDA du premier semestre 2009 prenait en compte le badwill du projet Monte Grighine pour un montant de 20,4 millions d'euros.

L'EBITDA au 30 juin 2010 s'élève à 168,9 millions d'euros contre 146,6 millions d'euros au 30 juin 2009, soit une augmentation de 22,3 millions d'euros (+ 15,2 %). Hors éléments non récurrents (badwill de 20,4 millions d'euros dans le cadre de l'acquisition de Monte Grighine en 2009) la progression est de 33,8%. A taux de change constant, l'augmentation est de + 14,6%. L'augmentation de 22,3 millions d'euros s'explique principalement par :

- l'accroissement de l'activité du Groupe, avec en premier lieu la croissance de ses activités de Production d'électricité et d'exploitation-maintenance, l'augmentation des frais de développement et corporate de 16,9 millions d'euros entre juin 2009 et juin 2010, partiellement compensée par le résultat de cession des centrales thermiques d'Energies Antilles et St Martin dans les DOM-TOM, et par l'augmentation provenant de l'activité de développement-vente d'actifs structurés dont la saisonnalité pour 2010 - comme annoncé lors de la présentation des résultats annuels - sera particulièrement concentrée sur le deuxième semestre,
- la non-réurrence du badwill de 20,4 M€ sur le projet de Monte Grighine enregistrée dans les comptes à fin juin 2009,
- une saisonnalité plus marquée que d'habitude sur les activités Energies Réparties, qui sont traditionnellement en perte au premier semestre,
- la prise en compte d'une plus-value sur les cessions des centrales thermiques d'Energies Antilles et d'Energies Saint-Martin situées aux Antilles.

L'EBITDA de la zone Europe passe de 100,3 millions d'euros au 30 juin 2009 à 128,2 millions d'euros au 30 juin 2010, soit une hausse de 27,8 %. L'EBITDA de la zone Amériques passe, quant à lui, de 46,3 millions d'euros à 40,7 millions d'euros, soit une baisse de 12,1 %.

L'évolution de l'EBITDA de la zone Europe est portée par le dynamisme de l'activité Production et la forte croissance de l'activité DVAS, qui a été soutenue par le solaire photovoltaïque et la cession des centrales thermiques. Ces éléments positifs ont largement compensé l'augmentation des frais de développement et de structure ainsi qu'une saisonnalité plus marquée qu'habituellement de l'activité Energies Réparties.

La diminution de l'EBITDA de la zone Amériques s'explique principalement par la moindre couverture, au cours de ce premier semestre, des frais généraux et de développement par les ventes d'actifs structurés : les DVAS de l'année 2010 dégrèveront en effet l'essentiel de leur contribution au cours du second semestre 2010. Cette baisse est partiellement compensée par la contribution de l'activité production, malgré des conditions de vent particulièrement faibles.

⁽¹⁾ La présente section présente le résultat opérationnel avant dotations aux amortissements, subventions d'investissement et pertes de valeur, dit « EBITDA » du Groupe. L'EBITDA ne doit en aucune manière être assimilé au résultat opérationnel, au résultat net ou au flux de trésorerie découlant de l'exploitation et ne saurait être employé comme un indicateur de profitabilité ou de liquidité passée ou future du Groupe.

Dotations nettes aux amortissements

Les dotations nettes aux amortissements augmentent de 18,5 millions d'euros passant de 50,2 millions d'euros au 30 juin 2009 à 68,7 millions d'euros au 30 juin 2010. Cette augmentation s'explique par les dotations aux amortissements des immobilisations relatives aux parcs mis en service au cours du premier semestre 2010 ainsi que par l'effet année pleine de ceux mis en service en 2009. Pour mémoire, les parcs éoliens et solaires du groupe EDF Energies Nouvelles s'amortissent en mode linéaire sur une durée de 25 ans sauf si la durée des baux est inférieure.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel du Groupe est de 100,2 millions d'euros au 30 juin 2010 contre 96,4 millions d'euros au 30 juin 2009, soit une progression de 3,9 %. Le taux de progression du résultat opérationnel est plus faible que celui de l'Ebitda, parce que la croissance vient avant tout de la production d'électricité, que le taux de couverture des frais de développement et de structure par les ventes d'actifs est en baisse d'une année à l'autre, et parce qu'en 2009 l'Ebitda de la zone Europe comprenait le badwill du projet Monte Grighine pour un montant de 20,4 millions d'euros en face duquel il n'y avait pas de dotation aux amortissements. Hors éléments non récurrents (badwill de Monte Grighine), la croissance du résultat opérationnel est de 31,8 % en ligne avec la croissance de l'Ebitda.

Europe

Le résultat opérationnel du Groupe pour ses activités en Europe a augmenté de 17,2 millions d'euros, passant de 67,4 millions d'euros au 30 juin 2009 à 84,6 millions d'euros au 30 juin 2010. La hausse provient essentiellement de l'activité Production, due principalement à l'effet année pleine des mises en service 2009 dans l'éolien - la seconde phase d'Arada (20 MW) au Portugal, Minervino (32 MW) et la première phase de Monte Grighine (25,3 MW) en Italie, Fiennes (11,5 MW), Les Barthes (12 MW), Castanet (11,5 MW), Veulette (8 MW), Bassin de Thau (26 MW), Canton de Bonneval (24 MW) et Sauveterre (12 MW) dans l'éolien en France, Viotia 2 (38 MW) en Grèce, Longpark (38 MW) au Royaume-Uni, et la première tranche de Soma 1 en Turquie (45 MW). Dans le solaire, les projets Villacidro, San Pietro, Lequile, Camerata Picena, Galatone (10,2 MWc) et Santa Sofia (3,1 MWc) ont été mis en service en Italie, et La Roseraie (10,5 MWc), Sainte Tulle (5,2 MWc) et Manosque (4,1 MWc) en France.

Amériques

Le résultat opérationnel du Groupe pour ses activités en Amériques est passé de 29 millions d'euros au 30 juin 2009 à 15,7 millions d'euros au 30 juin 2010, soit une diminution de 13,3 millions d'euros ; à taux de change constant, la diminution aurait été de 13,5 millions d'euros. Cette baisse s'explique essentiellement par la moindre couverture, au 30 juin 2010, des frais généraux et de développement par les ventes de projets, alors que cette activité avait été particulièrement soutenue au cours du premier semestre 2009 avec notamment la vente du projet Spearville 2 (32 turbines de 1,5 MW) et la reconnaissance du chiffre d'affaires à l'avancement du projet Crane Creek (99 MW) aux Etats-Unis. Au cours de premier semestre 2010, les ventes de projets ont concerné la phase finale du projet Linden et du projet Nobles (201 MW) qui sera livré fin 2010.

Résultat financier

Le résultat financier est une charge de 59,9 millions d'euros au 30 juin 2010 contre 53,5 millions au 30 juin 2009, soit une variation de 6,4 millions d'euros, qui s'explique par :

- la hausse de la charge d'intérêts nette des produits de placements de 18,8 millions d'euros : elle passe de 34,5 millions d'euros au 30 juin 2009 à 54,1 millions d'euros au 30 juin 2010. Cette variation correspond à l'impact des mises en service de nouvelles centrales.

- la comptabilisation, au 30 juin 2010, de la variation de la juste valeur des instruments dérivés qui est une charge de 0,9 million d'euros, soit une augmentation de 1,1 million d'euros par rapport au montant du 30 juin 2009. Cette charge correspond essentiellement à la valeur temps des instruments de couverture.
- les autres produits et charges qui constituaient une charge nette de 19,3 millions d'euros au 30 juin 2009 constituent une charge nette de 4,9 millions d'euros au 30 juin 2010, soit une variation positive de 14,4 millions d'euros. Cette variation s'explique principalement par le fait que le Groupe avait comptabilisé au premier semestre 2009 une provision de 20,2 millions d'euros pour couvrir ses engagements vis-à-vis de la société Silicium de Provence (SilPro), dont EDF EN détient une participation minoritaire indirecte, et qui a été placée en liquidation judiciaire au cours du second semestre 2009.

Impôts sur les sociétés

La charge d'impôt du Groupe représente une somme de 7,1 millions d'euros, soit un taux effectif d'impôt de 17,52 %. L'écart par rapport au taux normal d'imposition en France de 34,43 % pour l'exercice de juin 2010 s'explique principalement par :

- les effets de minoration suivants :
 - l'effet de produits non récurrents faiblement imposables, notamment l'effet de la réalisation en France de plus-values sur la cession des centrales thermiques d'Energies Antilles et Saint-Martin ;
 - des taux d'imposition inférieurs dans plusieurs pays où le Groupe est présent (principalement le Mexique, le Portugal, l'Italie et la Bulgarie) ;
 - l'activation de déficits antérieurs au Mexique suite au démarrage effectif du projet de La Ventosa.
- les effets de majoration suivants :
 - la non déductibilité permanente de certaines charges ;
 - l'effet de variation des taux d'impôts différés afin de tenir compte de l'évolution des taux futurs d'imposition, notamment au Canada ;
 - l'effet de la non reconnaissance de certains déficits, principalement en Grèce.

Quote-part des sociétés mises en équivalences

La quote-part des sociétés mises en équivalence, qui était constituée d'une perte de 2,9 millions d'euros à fin juin 2009, est au 30 juin 2010 un produit de 0,3 million d'euros. La variation de 3,2 millions d'euros s'explique principalement par les meilleures performances au cours du premier semestre 2010 du groupe belge Alcogroup détenu par le Groupe à hauteur de 25 %, liées à une augmentation des prix de l'éthanol.

Résultat net part du Groupe de l'ensemble consolidé

Le résultat net part du Groupe de l'ensemble consolidé diminue de 7,7 %, passant de 41,8 millions d'euros au 30 juin 2009 à 38,6 millions d'euros au 30 juin 2010, soit une baisse de 3,2 millions d'euros. Cette variation se décompose de la façon suivante :

- une augmentation du résultat opérationnel de 3,8 millions d'euros qui s'établit à 100,2 millions d'euros au 30 juin 2010. Cette hausse étant principalement liée à l'accroissement de l'activité de production et de vente de projets ;

- contrebalancée par une charge financière en augmentation de 6,4 millions d'euros, liée à la hausse de la charge d'intérêts, nette des produits de placements, obérée par la prise en compte en 2009 de la provision de 20,2 millions d'euros couvrant les engagements du Groupe vis-à-vis de la société SilPro ;
- et une hausse de la charge d'impôt, qui passe de 3,9 millions d'euros à 7,1 millions d'euros ;
- la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence constitue au 30 juin 2010 un produit de 0,3 million d'euros (contre une perte au 30 juin 2009 due principalement à Alcogroup) ;
- Enfin, les intérêts minoritaires ont une contribution positive au résultat net part du Groupe pour un montant de 5,1 millions d'euros au 30 juin 2010, contre une contribution positive de 5,8 millions d'euros au 30 juin 2009, qui s'explique principalement par l'impact négatif sur le résultat net consolidé du Groupe des résultats nets de la société EDF Energies Nouvelles Réparties et de ses filiales.

Il convient cependant de noter que, retraits du badwill de Monte Grighine et de la provision sur la société SilPro, qui ont impacté les comptes du 30 juin 2009 à hauteur de 12,4 millions d'euros, le résultat net part du Groupe au 30 juin 2010 est en hausse de 31,3%, soit une hausse en ligne avec celle de l'Ebitda.

3.3 Structure financière

Les fonds propres du Groupe s'élèvent à 1 563 millions d'euros au 30 juin 2010 contre 1 572,5 millions d'euros au 31 décembre 2009, alors que l'endettement net passe de 2 766,2 millions d'euros au 31 décembre 2009 à 3 220,9 millions d'euros au 30 juin 2010. La variation de l'endettement net, en hausse de 454,7 millions d'euros, s'explique principalement par :

- Le cash flow opérationnel dégagé sur l'exercice : + 112,8 millions d'euros, soit 66,8 % de l'Ebitda ;
- L'amélioration du besoin en fonds de roulement : 238,4 millions d'euros, qui résulte principalement de l'affectation sur des projets destinés à être conservés par le Groupe des turbines GE acquises et stockées au cours du premier semestre 2009, de la diminution des stocks de modules solaires, ainsi que d'avances reçues aux Etats-Unis sur les projets Nobles et Linden ;
- Les investissements réalisés sur la période : (555,5) millions d'euros contre (449,6) millions d'euros au 30 juin 2009, soit une augmentation de 23,6 %. Les investissements réalisés au cours du premier semestre 2010 dans le solaire représentent 226,9 millions d'euros ;
- Le paiement des dividendes : (31,5) millions d'euros ;
- Variation de périmètre : (34,2) millions d'euros, essentiellement due à l'acquisition du projet Beacon (32,8) millions d'euros aux Etats-Unis;
- Autres éléments : (184,7) millions d'euros dont (104,5) millions liés aux effets de change (conversion des comptes du bilan au cours de change de la fin de période)¹ et en particulier à l'appréciation du dollar et de la livre sterling entre le 31 décembre 2009 et le 30 juin 2010, et (68,5) millions de la variation de la juste valeur des instruments dérivés. Ce dernier poste est la conséquence directe de la baisse des taux d'intérêts à moyen – long terme et elle correspond à la pénalité que le Groupe aurait à payer s'il devait rembourser par anticipation les financements de projet qu'il a mis en place, et parallèlement dénouer les swaps payeurs taux fixe qu'il a mis en place. Cette hypothèse est extrêmement théorique et ne correspond pas à une véritable augmentation de l'endettement net du Groupe. Toutefois, le Groupe a souhaité en la matière respecter les recommandations de l'AMF. Conformément aux règles IFRS, cela fait baisser d'autant les fonds propres.

¹ Cours de clôture au 31/12/2009 : 1,44
Cours de clôture au 30/06/2010 : 1,23

4. Evènements importants survenus depuis le 1^{er} juillet 2010

Il n'y a pas d'évènements significatifs postérieurs à la clôture.

5. Principaux risques du Groupe

5.1 Risques opérationnels

Les risques liés à l'industrie des énergies renouvelables, notamment l'énergie éolienne, regroupent des risques liés aux conditions climatiques, notamment de vent, aux politiques nationales et internationales de soutien aux énergies renouvelables ainsi qu'à la réglementation, la fiscalité et leur évolution et l'acceptation par le public des projets éoliens et photovoltaïques. La croissance de l'activité dépend également des évolutions technologiques sur les installations et de l'évolution des prix de vente de l'électricité.

Les risques liés aux activités du Groupe concernent principalement les risques liés à la dépendance vis-à-vis des fournisseurs (notamment les fournisseurs de turbines et de panneaux photovoltaïques¹) et à la disponibilité des équipements, à l'activité de construction de centrales électriques ou sont liés aux partenariats locaux, en cas de survenance de désaccords notamment.

Les risques liés à la société proprement dite correspondent aux risques liés à la dépendance vis-à-vis des dirigeants et des collaborateurs-clés ainsi qu'à l'image et à la réputation du Groupe.

Le Groupe a mis en place une politique de couverture des principaux risques liés à son activité et susceptibles d'être assurés.

5.2 Risques de marché

5.2.1 Risques de taux

- Financement de projets

Le financement des projets du Groupe, notamment les parcs éoliens et les centrales solaires, implique un recours important à l'endettement (principalement dans le cadre de financement de projets). Dans ces conditions, une hausse significative des taux d'intérêts peut avoir un impact sur la rentabilité des projets futurs du Groupe.

Afin de limiter ce risque, le Groupe a mis en place une politique de couverture des risques de taux par le biais généralement de contrats d'échanges de conditions d'intérêt (swap de taux). D'un point de vue économique, la mise en place de ces swaps permet de convertir des emprunts à taux variable en emprunts à taux fixe et de se prémunir contre la fluctuation du montant des intérêts.

En général, les établissements bancaires arrangeurs demandent une couverture à hauteur de 70 % à 100 % du montant du financement et pour 80 % à 100 % de sa durée. Ainsi, les centrales en exploitation bénéficient de taux fixés à long terme.

1 A base de silicium cristallin ou de technologies à base de couches minces

- **Financement Corporate**

Dans le cadre de ses financements Corporate, le Groupe dispose de lignes de crédit conclues à taux variable. Afin de limiter le risque associé, le Groupe a conclu des contrats de swap de taux et d'options « vanilles ».

- **Couverture globale**

La gestion des financements de projets ainsi que celle des lignes Corporate amènent le Groupe à disposer au 30 juin 2010 soit directement, soit par le biais de divers instruments, de 61 % du montant total des emprunts et dettes financières (hors découverts bancaires) à taux fixe.

5.2.2 Risques liés aux taux de change

Ce risque est lié à l'activité du Groupe en dehors de la zone euro. Il est principalement concentré pour le premier semestre 2010 sur le dollar, la livre sterling, le dollar canadien et le peso mexicain.

Il a été identifié à plusieurs niveaux :

Le risque de change lié au bilan

- Du fait de la détention de filiales dont la devise fonctionnelle est différente de l'euro, le Groupe est exposé à un risque de change sur son bilan (impact sur les réserves de conversion dans les capitaux propres). Dans les comptes consolidés, la situation nette d'une filiale en devise est valorisée au cours de clôture. La conversion du bilan de ces sociétés en euros au cours de clôture fait apparaître au 30/06/2010 un solde d'écart de conversion en capitaux propres de 24 millions d'euros, essentiellement sur les filiales américaines et anglaises. Le risque est faible au regard du montant total des capitaux propres groupe de 1 563 millions d'euros.
- Tous les financements de projets sont conclus dans la devise domestique du pays concerné. Ainsi, l'actif et le financement correspondant étant exprimés dans la même devise, toute distorsion dans leurs valorisations à la clôture est évitée.
- Depuis 2009, le Groupe a mis en place des instruments dérivés de change afin de couvrir le risque de change issu des comptes courants en devise entre la holding et ses filiales.

Le risque de change lié aux achats de matériels

Ce risque résulte de l'achat de matériels dans une devise différente de la devise domestique de comptabilisation. A ce jour, il s'agit essentiellement des achats de turbines effectués par les filiales américaines, mexicaines, britanniques et canadiennes du Groupe auprès des fabricants européens ainsi que de l'acquisition de panneaux photovoltaïques pour un montant moins significatif.

La politique du Groupe consiste à couvrir ce risque dès qu'il est connu sur la base du cours du budget du projet concerné en ayant recours essentiellement à des achats/ventes à terme et options « vanilles ». Si des modifications interviennent sur les conditions de paiement (échéances) ou sur les montants engagés en devise, les instruments de couverture utilisés sont alors ajustés en conséquence.

5.2.3 Risques de liquidité liés au financement

Risque de liquidité lié au financement des projets

Le modèle de croissance du Groupe consiste à développer des projets de centrales de production d'électricité dont le financement est assuré par des financements de projets sans recours et par l'utilisation, le cas échéant, de « prêt relais » durant la période de construction (projets de taille conséquente).

Sur le premier semestre 2010, le Groupe constate dans le cadre des négociations des financements de projets une amélioration des conditions financières sans toutefois revenir aux conditions antérieures à la crise financière. Les délais de finalisation des dossiers se sont stabilisés sur le premier semestre 2010 même s'ils restent relativement longs.

Par ailleurs, le Groupe constate, en particulier aux Etats-Unis, une tendance de la part des compagnies électriques à chercher à réduire leurs acomptes de paiement, ce qui est de nature à avoir un impact sur le besoin en fonds de roulement du Groupe.

La quasi-totalité des financements de projet prévoit des clauses d'exigibilité anticipée notamment en cas de non-respect d'un niveau minimum de couverture du service de la dette de la société de projet au regard de ses revenus mesuré par un ratio dit « DSCR » (Debt Service Coverage Ratio). La clause d'exigibilité anticipée se déclenche en général lorsque le ratio devient inférieur à 1.

Risque de liquidité lié aux activités courantes

- Lignes de crédits

Le Groupe doit financer les acomptes versés lors de la réservation des turbines, les stocks de panneaux solaires, le besoin en fonds de roulement généré par l'activité de ventes d'actifs solaires et éoliens, ainsi qu'un certain nombre de parcs éoliens ou solaires en construction et n'ayant pas encore conclu leur financement de projet. Pour cela, il dispose, au 30 juin 2010, de lignes de crédits corporate et de découverts bancaires d'un montant total de 1 880 millions d'euros. Ces montants incluent plusieurs lignes de crédit d'un montant total de 1 140 millions d'euros conclues avec le Groupe EDF et dont une partie n'est pas utilisée.

Les contreparties de l'ensemble des lignes de crédits bancaires sont des grands établissements français et internationaux. Le Groupe a centralisé la mise en place et l'utilisation de ces moyens de financements et de ce fait, la gestion des risques correspondants.

Les financements Corporate conclus hors du Groupe contiennent des clauses d'exigibilité anticipée qui prennent en compte différents ratios dont un ratio EBITDA/ Frais financiers nets qui doit en général être supérieur à 2 et un seuil maximal de dettes.

- Excédents de trésorerie

Le Groupe a centralisé la gestion de ses excédents de trésorerie lorsque la législation ou les contrats de financement de projets le permettent. Il sécurise ses placements financiers en privilégiant systématiquement des supports de type monétaire et/ou obligataire. Ces placements, dont les maturités moyennes sont inférieures à 3 mois, sont effectués auprès de contreparties de premier rang. Au 30 juin 2010, le Groupe dispose d'une trésorerie de 502 millions d'euros.

6. Principales transactions entre les parties liées

Les informations relatives aux opérations entre les parties liées relatives au semestre clos le 30 juin 2010 figurent à la note annexe 21 des états financiers consolidés semestriels.



Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2010

Etablis conformément aux normes internationales

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, sur l'application des normes comptables internationales, les comptes consolidés d'EDF Energies Nouvelles au titre de l'exercice clos le 30 juin 2010 ont été établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne à cette date. Les textes sont consultables sur le site suivant : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Compte de résultat consolidé

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2010	30/06/2009 retraité
Chiffre d'affaires	544 981	425 486
Achats consommés et autres achats	(117 914)	(83 189)
Charges de personnel	(83 711)	(57 920)
Charges externes	(196 193)	(163 451)
Impôts et taxes	(11 624)	(9 327)
Autres charges opérationnelles	(62 998)	(8 992)
Autres produits opérationnels	95 854	47 527
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(68 434)	(53 030)
Pertes de valeur	267	(703)
Résultat opérationnel	100 228	96 401
Coût de l'endettement financier net	(54 697)	(33 851)
Autres charges et produits financiers	(5 230)	(19 670)
Résultat financier	(59 927)	(53 521)
RESULTAT AVANT IMPOT DES SOCIETES INTEGREES	40 301	42 880
Impôts sur les résultats	(7 060)	(3 951)
Quote part de résultat net des sociétés mises en équivalence	289	(2 904)
RESULTAT NET CONSOLIDE	33 530	36 025
Dont part du groupe	38 586	41 808
Dont part des minoritaires	(5 056)	(5 783)
Résultat net consolidé par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires (RNPG) en €		
- de base	0,50	0,54
- dilué	0,50	0,54

Résultat Global Consolidé

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2010	30/06/2009 retraité
Résultat net consolidé	33 530	36 025
Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente	1 850	3 386
Variation de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	(55 929)	(12 502)
Différences de conversion	47 479	(491)
Autres	(12)	265
Autres éléments du résultat global (passés en capitaux propres et nets d'impôts) (1)	(6 612)	(9 342)
Résultat global consolidé (2)	26 918	26 683
dont résultat global part du groupe	32 699	30 846
dont résultat global part des minoritaires	(5 781)	(4 163)

(1) Les effets d'impôts liés à ces « autres éléments de résultat global » sont présentés dans la Note 8 « Charge d'impôts »

(2) Le total requis par IAS 1 révisée : « Résultat global consolidé » regroupe les charges et les produits comptabilisés directement en résultat de la période et ceux comptabilisés directement en capitaux propres

Bilan consolidé

ACTIF (en milliers d'euros)	NOTE	30/06/2010	31/12/2009 retraité
Goodwill	10	139 536	116 272
Autres immobilisations incorporelles		19 473	19 191
Immobilisations corporelles	11	4 285 300	3 593 666
Titres mis en équivalence		35 965	34 867
Actifs financiers non courants	12	144 693	104 849
Autres débiteurs		185 331	200 315
Impôts différés		83 829	49 884
Actifs non courants		4 894 127	4 119 044
Stocks et en cours	13	485 584	584 210
Créances clients		427 718	374 014
Actifs financiers courants	12	252 687	267 187
Autres débiteurs		329 225	314 377
Trésorerie et équivalents trésorerie	14	502 658	466 285
Actifs courants		1 997 872	2 006 073
Total de l'actif		6 891 999	6 125 117

PASSIF (en milliers d'euros)	NOTE	30/06/2010	31/12/2009 retraité
Capital	15	124 109	124 109
Réserves et résultats consolidés		1 187 062	1 185 712
Capitaux propres - Part du groupe		1 311 171	1 309 821
Intérêts minoritaires		251 826	262 647
Capitaux propres		1 562 997	1 572 468
Provisions pour avantages du personnel	17	2 313	2 207
Autres provisions	17	17 261	17 758
Provisions non courantes		19 574	19 965
Passifs financiers non courants	(1) 16	3 415 921	2 765 292
Autres créditeurs		420 098	401 825
Impôts différés		127 349	111 310
Passifs non courants		3 963 368	3 278 427
Provisions	17	5 569	6 256
Fournisseurs et comptes rattachés		227 159	230 242
Passifs financiers courants	(1) 16	648 426	711 109
Dettes d'impôt courant		6 811	13 509
Autres créditeurs		458 095	293 141
Passifs courants		1 346 060	1 254 257
Total du passif		6 891 999	6 125 117

(1) Le Groupe a revu le classement de ses passifs afin de tenir compte de l'échéance contractuelle des lignes de crédit au lieu de l'échéance des tirages

Ce changement de présentation s'est traduit au bilan du 31 décembre 2009 par un reclassement de 605 millions d'euros des « passifs financiers courants » vers les « passifs financiers non courants »

Tableau consolidé des flux de trésorerie

<i>(en milliers d'euros)</i>	NOTE	30/06/2010	30/06/2009 retraité
Résultat net consolidé des sociétés intégrées		33 530	36 025
- Elimination de la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence		(289)	2 904
- Elimination des amortissements et provisions		72 796	74 545
- Elimination des gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		(10 985)	(14 880)
- Elimination des résultats de cessions et des pertes ou profits de dilution		(14 469)	(3 180)
- charges et produits calculés liés aux paiements en actions		619	636
- Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		10 137	(14 794)
- Elimination de la charge d'impôt	8	3 658	5 401
- Elimination de la variation des impôts différés		3 514	(1 450)
- Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		238 341	(163 657)
- Coût de l'endettement financier	7	54 697	33 851
Flux de trésorerie générés par l'activité avant impôt et intérêts		391 549	(44 599)
- Impôts payés		(14 658)	1 669
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		376 891	(42 930)
Acquisitions d'immobilisations		(541 487)	(427 590)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		57 764	1 051
Acquisitions d'actifs financiers		(3 172)	(7 772)
Produits de cession d'actifs financiers		186	3 685
Variations des prêts et avances consentis		661	26
Dividendes reçus		(17)	84
Incidence des variations de périmètre		5 020	(16 511)
Autres flux liés aux opérations d'investissement		1 272	(294)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(479 773)	(447 321)
Dividendes versés par la société mère		(29 372)	(20 907)
Dividendes versés aux minoritaires		(2 098)	(1 246)
Cession (acquisition) nette d'actions propres		(2 598)	3 828
Emissions d'emprunts	16.3	829 893	690 437
Remboursements d'emprunts	16.3	(913 984)	(621 600)
Intérêts financiers nets versés		(42 652)	(34 562)
Autres flux liés aux opérations de financement		280 965	407 021
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		120 154	422 971
Incidence des variations de change		10 688	2 136
Variation de trésorerie par les flux		27 961	(65 144)
Trésorerie d'ouverture et équivalents de trésorerie	14	431 360	445 756
Trésorerie de clôture et équivalents de trésorerie	14	459 321	380 612
Variation de trésorerie par les soldes		27 961	(65 144)

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Capital social	Autres réserves et résultat	Réserve de couverture et gains et pertes sur AFS	Réserves de conversion	TOTAL Part Groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
Au 1er janvier 2009 (retraité)	124 109	1 155 953	(11 979)	(17 082)	1 251 001	223 057	1 474 058
Autres éléments du résultat global passés en capitaux propres (1) (3)	-	230	(10 621)	(571)	(10 962)	1 620	(9 342)
Résultat de la période	-	41 808	-	-	41 808	(5 783)	36 025
Résultat global consolidé (2)	-	42 038	(10 621)	(571)	30 846	(4 163)	26 683
Dividendes	-	(20 907)	-	-	(20 907)	(2 471)	(23 378)
Elimination des titres d'autocontrôle	-	3 315	-	-	3 315	-	3 315
Plan d'actions gratuites	-	417	-	-	417	-	417
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	33 181	33 181
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-
Total des transactions avec les actionnaires	-	(17 175)	-	-	(17 175)	30 710	13 535
Au 30 juin 2009 (retraité)	124 109	1 180 816	(22 600)	(17 653)	1 264 672	249 604	1 514 276

(en milliers d'euros)	Capital social	Autres réserves et résultat	Réserve de couverture et gains et pertes sur AFS	Réserves de conversion	TOTAL Part Groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
Au 1er janvier 2010	124 109	1 234 763	(26 252)	(22 799)	1 309 821	262 647	1 572 468
Autres éléments du résultat global passés en capitaux propres (1) (3)	-	(11)	(52 443)	46 567	(5 887)	(725)	(6 612)
Résultat de la période	-	38 586	-	-	38 586	(5 056)	33 530
Résultat global consolidé (2)	-	38 575	(52 443)	46 567	32 699	(5 781)	26 918
Dividendes	-	(29 370)	-	-	(29 370)	(3 325)	(32 695)
Elimination des titres d'autocontrôle	-	(2 598)	-	-	(2 598)	-	(2 598)
Plan d'actions gratuites	-	619	-	-	619	-	619
Variation de périmètre	-	(39)	39	-	-	(1 715)	(1 715)
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-
Total des transactions avec les actionnaires	-	(31 388)	39	-	(31 349)	(5 040)	(36 389)
Au 30 juin 2010	124 109	1 241 950	(78 656)	23 768	1 311 171	251 826	1 562 997

- (1) Conformément aux dispositions de la norme IAS 1 révisée, les charges et produits comptabilisés directement en capitaux propres sont détaillés dans le tableau « Autres éléments du Résultat Global » présenté ci-avant
- (2) Dans les publications antérieures, le total « Résultat global consolidé » s'appelait « Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période »
- (3) Dans les publications antérieures, le total « Autres éléments du Résultat Global passés en capitaux propres » s'appelait « Résultat comptabilisé directement en capitaux propres »

Notes annexes aux états financiers consolidés

1.	Informations générales	31
2.	Evolution du périmètre	31
3.	Déclaration de conformité et principes comptables	32
4.	Information sectorielle	36
5.	Autres produits et charges opérationnels	39
6.	Personnel	40
7.	Résultat financier.....	41
8.	Impôts sur le résultat global.....	42
9.	Résultats par action.....	43
10.	Goodwill	44
11.	Immobilisations corporelles.....	45
12.	Actifs financiers.....	47
13.	Stocks et en-cours	48
14.	Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	48
15.	Capitaux propres	49
16.	Passifs financiers	49
17.	Provisions	53
18.	Actifs et passifs éventuels.....	54
19.	Engagements hors bilan	55
20.	Regroupements d'entreprises.....	56
21.	Transactions avec les parties liées.....	57
22.	Evénements postérieurs à la date de clôture	58

1. Informations générales

EDF Energies Nouvelles S.A. est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé au 90, Esplanade du Général de Gaulle – 92933 Paris La Défense cedex.

Les actions de la société EDF Energies Nouvelles, société mère du Groupe, sont négociables sur le marché Eurolist d'Euronext, depuis le 29 novembre 2006.

EDF Energies Nouvelles S.A. (« la Société ») et ses filiales (« le Groupe ») interviennent dans le secteur des énergies nouvelles ou renouvelables, et notamment dans le domaine des énergies éoliennes et solaires, principalement en Europe et aux Etats-Unis.

Ces états financiers consolidés ont été arrêtés le 26 juillet 2010 par le Conseil d'Administration.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

2. Evolution du périmètre

Les mouvements les plus importants sont les suivants :

Entrées

- Aux Etats-Unis, avec l'acquisition des sociétés Beacon Landfill Gas Holdings LLC, portant des projets biogaz, et Corona Wind Power LLC, portant des projets éoliens. Ces sociétés sont intégrées globalement à 100 % ;
- En Italie, avec la première consolidation de trois sociétés portant des parcs solaires : Solareolica Quinta, Solar Green Energy et Fotosolare Sesta ;
- Au Mexique, avec la consolidation de deux nouvelles sociétés, dont une est chargée de la maintenance des parcs mexicains du Groupe ;
- En Allemagne, par l'acquisition de 44 % complémentaires de la société REETEC. Cette société était détenue jusqu'au 31 décembre 2009 à hauteur de 28 % et était mise en équivalence. Elle est désormais intégrée globalement à 72 % ;
- En Bulgarie, avec la consolidation d'une nouvelle entité, Germanea, intégrée globalement à 51 % ;
- En France, avec l'entrée en intégration globale des centrales photovoltaïques de Bouloc et de Beguey, du parc éolien de Puyloubier, et la mise en équivalence de PV Alliance, société de recherche dans le domaine photovoltaïque afin d'améliorer le rendement des cellules solaires photovoltaïques à base de silicium.

Autres évolutions du périmètre

En France, par la cession des centrales thermiques d'Energies Antilles et d'Energies Saint Martin.

3. Déclaration de conformité et principes comptables

3.1 Déclaration de conformité

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du Groupe au 30 juin 2010 ont été établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS applicables au 30 juin 2010 telles qu'approuvées par l'Union Européenne à cette date.

Les textes sont consultables sur le site suivant : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les états financiers consolidés semestriels présentés ci-après sont établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire qui permet de présenter une sélection de notes annexes. A ce titre, ils doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés au 31 décembre 2009.

3.2 Principes comptables et méthodes d'évaluation

3.2.1 Principes généraux

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2009, à l'exception des normes suivantes qui sont applicables pour le Groupe à compter du 1er janvier 2010 :

- IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises » (janvier 2008).
- Amendements à IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels » (décembre 2008).

3.2.2 Normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et applicables à compter du 1er janvier 2010

IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises »

Les modifications apportées à la norme IFRS 3 (2003) sont d'application prospective et sont donc sans incidence sur les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} janvier 2010.

La comptabilisation des regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2010 a été réalisée selon les principes décrits dans la Note « Principes comptables et méthodes d'évaluation » de l'annexe aux états financiers consolidés au 31 décembre 2009 et n'est pas remise en cause.

Les principales modifications apportées à la comptabilisation des regroupements d'entreprises postérieurs au 1^{er} janvier 2010 sont les suivantes :

a) Détermination du coût d'acquisition

Les ajustements de prix éventuels du regroupement d'entreprises sont valorisés à la juste valeur à la date d'acquisition.

Dans certains cas, conformément aux dispositions d'IFRS 3 révisée, lorsque la contrepartie versée rémunère une transaction distincte du regroupement d'entreprises, telle que, par exemple, des services futurs, celle-ci est exclue du coût du regroupement d'entreprises.

Enfin, désormais, les coûts liés à l'acquisition sont constatés en charges de la période et sont essentiellement présentés sur la ligne « Charges externes » du compte de résultat consolidé.

b) Evaluation des participations ne conférant pas le contrôle (intérêts minoritaires)

La norme IFRS 3 révisée permet de comptabiliser les intérêts minoritaires soit à la juste valeur, soit en retenant la quote-part de l'actif net identifiable de l'entité acquise. Cette option est exerçable, au cas par cas, pour chaque opération de regroupement d'entreprises.

c) Détermination du goodwill

Désormais, à la date d'acquisition, le goodwill correspond à la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée, augmentée du montant des intérêts minoritaires dans l'entreprise acquise et le cas échéant de la juste valeur, à la date d'acquisition, de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise. La participation antérieurement détenue est ainsi réévaluée à la juste valeur par le compte de résultat ;
- et, le solde net des actifs identifiables acquis et passifs repris à la date d'acquisition.

d) Période d'évaluation et ajustements ultérieurs

A l'intérieur du délai d'un an, à compter de la date d'acquisition :

- les changements de juste valeur liés à des faits et circonstances qui existaient à la date d'acquisition entraînent l'ajustement du coût du regroupement ;
- les changements de cette juste valeur explicitement liés à des événements postérieurs à la date d'acquisition sont comptabilisés en résultat.

Au-delà de cette période, tout ajustement de prix du regroupement d'entreprises est constaté en résultat.

IAS 27 amendée « Etats financiers consolidés et individuels »

Les amendements apportés à la norme IAS 27 sont rétrospectifs, à l'exception notamment des dispositions relatives à la modification du pourcentage d'intérêts dans une filiale sans perte de contrôle et à l'attribution du résultat global aux intérêts ne donnant pas le contrôle.

a) Modification du pourcentage d'intérêt sans perte de contrôle

Toute acquisition ou cession d'intérêts minoritaires qui n'aboutit pas à une perte de contrôle est comptabilisée comme une transaction entre actionnaires. Elle n'affecte donc pas le résultat de la période. L'écart entre le prix d'acquisition ou de cession des titres et la quote-part d'intérêts minoritaires acquise ou cédée est constaté en capitaux propres du Groupe. La valeur consolidée des actifs et passifs de la filiale y compris le goodwill reste donc inchangée.

b) Cession de titres avec perte de contrôle

La perte de contrôle donne lieu à la constatation d'un résultat de cession correspondant à l'écart entre :

- la juste valeur de la contrepartie reçue, majorée le cas échéant de la juste valeur de la participation conservée. La participation conservée est ainsi réévaluée à la juste valeur par le compte de résultat ;
- et, les actifs (y compris tout goodwill) et passifs de la filiale à leur valeur comptable à la date de perte du contrôle.

c) Pertes attribuables aux intérêts ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)

Le résultat global est réparti entre la part Groupe et la part attribuable aux actionnaires minoritaires. Auparavant, lorsque les pertes attribuables aux actionnaires minoritaires étaient supérieures à leur quote-part d'intérêts dans les capitaux propres, le solde était imputé aux intérêts majoritaires. Désormais, les pertes sont allouées aux intérêts minoritaires, même si cela a pour effet de présenter un solde déficitaire.

Dans la mesure où cet amendement est d'application prospective, les intérêts minoritaires négatifs imputés sur les capitaux propres du Groupe avant le 1^{er} janvier 2010 ne sont pas retraités. Le montant au 31 décembre 2009 s'élève à 3,6 millions d'euros.

d) Engagements de rachat de participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)

En l'absence de dispositions spécifiques dans les normes IFRS et en conformité avec la recommandation de l'AMF du 4 novembre 2009, le Groupe a retenu le traitement comptable suivant pour les engagements de rachat d'intérêts minoritaires. Lors de la comptabilisation initiale, ces engagements sont comptabilisés en dettes financières pour la valeur actualisée du montant de rachat, en contrepartie des intérêts minoritaires.

Le solde est comptabilisé :

- en capitaux propres, pour les transactions postérieures au 1^{er} janvier 2010 ;
- en goodwill, pour les transactions antérieures au 1^{er} janvier 2010.

Autres évolutions des normes applicables à l'exercice ouvert à compter du 01/01/2010, sans incidence sur les comptes du Groupe

Norme, amendement ou interprétation
Amendements à IFRS 2 "Transactions intra-groupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie"
Améliorations aux IFRS 2007-2009
Amendements à l'IAS 39 "Eléments éligibles à la couverture"
IFRIC 12 "Accords de concession de services"
IFRIC 15 "Contrats de construction de biens immobiliers"
IFRIC 16 "Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger"
IFRIC 17 Distribution d'actifs non monétaires aux propriétaires
IFRIC 18 Transfert d'actifs provenant de clients

Le Groupe n'a pas choisi d'appliquer de manière anticipée les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2010, notamment les amendements d'IAS 32 « Classement des émissions de droits » qui entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} février 2010.

3.3 Changement de méthode de consolidation et reclassements

3.3.1 Méthode de consolidation des joint-ventures américaines

A la clôture du 31 décembre 2009, le Groupe a décidé de modifier sa méthode de consolidation des joint-ventures américaines.

Le Groupe a développé des projets éoliens aux Etats-Unis sous forme de partenariat avec des investisseurs financiers. Les projets éoliens aux Etats-Unis ont trois sources de revenus : la vente de la production d'électricité dans le cadre du contrat d'achat (PPA) conclu généralement pour une durée de 20 ans avec une compagnie électrique, les Production Tax Credit (PTC) qui sont des crédits d'impôts d'une durée de 10 ans proportionnels à la production d'électricité, et la possibilité d'effectuer un amortissement accéléré. Ces deux avantages fiscaux constituent une part significative des revenus globaux des projets (qui, sur la base de l'historique des projets du Groupe, représentent entre 40 et 50 % des revenus totaux). enXco, la filiale américaine du Groupe, n'a pas la capacité fiscale suffisante pour absorber tous ces avantages fiscaux. Il les monétise donc auprès de partenaires dits « Tax equity investors ». Les projets sont ainsi financés d'une part par les « Tax equity investors », qui apportent, dès la mise en service du parc, le montant actualisé de la somme des avantages fiscaux et de la vente d'électricité qui leur seront attribués durant l'exploitation du parc éolien, d'autre part, par de la dette bancaire externe (financement de projet) et enfin par apport en fonds propres d'enXco.

Compte-tenu de l'appréciation qui était portée par le Groupe sur l'exercice de la gouvernance et partage des risques entre les partenaires, ces entités ont, jusqu'à présent, été consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Le pourcentage d'intérêt utilisé pour cette consolidation proportionnelle est le reflet de la répartition contractuelle des avantages – c'est-à-dire du produit de la vente d'électricité, des crédits d'impôts et des amortissements dérogatoires – entre EDF Energies Nouvelles et les « Tax equity investors ».

L'adoption aux Etats-Unis du « Safe Harbor Act » a conduit à réapprécier l'équilibre des risques entre les partenaires. En outre, la publication par l'IASB de l'exposé-sondage N°10 *Etats financiers consolidés* a fourni des indications pour analyser les droits de ces partenaires, qui s'avèrent, à la lueur de ces évolutions et éclairages, être davantage des droits conservatoires (protection des minoritaires) que participatifs.

En conséquence, afin de mieux refléter dans les comptes consolidés la réalité économique et la substance de ces accords, à savoir que ces entités sont contrôlées par le Groupe, ce dernier a décidé lors de la clôture du 31 décembre 2009, de consolider ces entités selon la méthode de l'intégration globale.

S'agissant d'un changement de méthode comptable décidé par le Groupe, conformément aux dispositions d'IAS 8.19.b *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*, son application a été faite de manière rétrospective au 1er janvier 2008 et l'effet de l'antériorité net d'impôts a été comptabilisé dans les capitaux propres à cette date.

Les comptes consolidés au 30 juin 2009 ont été retraités afin de donner une information comparative homogène par rapport au 1^{er} semestre de l'année 2010.

Compte de résultat 2009

(en milliers d'euros)	30/06/2009 publié	Changement de méthode de consolidation	Changement de présentation	30/06/2009 retraité
Chiffre d'affaires	413 754	11 732		425 486
Achats consommés et autres achats	(82 723)	(466)		(83 189)
Charges de personnel	(57 920)	-		(57 920)
Charges externes	(162 269)	(1 182)		(163 451)
Impôts et taxes	(8 418)	(909)		(9 327)
Autres charges opérationnelles	(8 950)	(42)		(8 992)
Autres produits opérationnels	50 267	(2 740)		47 527
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(48 405)	(4 625)		(53 030)
Pertes de valeur	(703)			(703)
Résultat opérationnel	94 633	1 768	-	96 401
Coût de l'endettement financier net	(35 827)	(5 485)	7 461	(33 851)
Autres charges et produits financiers	(15 984)	3 775	(7 461)	(19 670)
Résultat financier	(51 811)	(1 710)	-	(53 521)
RESULTAT AVANT IMPOT DES SOCIETES INTEGREES	42 822	58	-	42 880
Impôts sur les résultats	(3 938)	(13)		(3 951)
Quote part de résultat net des sociétés mises en équivalence	(2 904)	-		(2 904)
RESULTAT NET CONSOLIDE	35 980	45	-	36 025
Dont part du groupe	41 763	45		41 808
Dont part des minoritaires	(5 783)	-		(5 783)
Résultat net consolidé par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires (RNPG) en €				
- de base	0,54			0,54
- dilué	0,54			0,54

Les colonnes relatives aux données publiées du 30 juin 2009 correspondent aux informations publiées dans les états financiers au 30 juin 2009.

3.3.2 Présentation des lignes de crédit

Le Groupe a revu le classement de ses passifs afin de tenir compte de l'échéance contractuelle des lignes de crédit au lieu de l'échéance des tirages.

Ce changement de présentation s'est traduit au bilan du 31 décembre 2009 par un reclassement de 605 millions d'euros des « passifs financiers courants » vers les « passifs financiers non courants ».

4. Information sectorielle

4.1 Information par zone géographique

Un secteur est une composante distincte du Groupe qui est engagée soit dans la fourniture de produits ou de services liés (secteur d'activité), soit dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier (secteur géographique) et qui est exposée à une rentabilité et à des risques différents de ceux des autres secteurs. L'information sectorielle est présentée sur la base de l'organisation interne du Groupe qui reflète les différents niveaux de risque et de rentabilité auxquels il est exposé.

La segmentation des informations par zone géographique en fonction de l'implantation des actifs est privilégiée dans le Groupe, qui a par conséquent opté pour une sectorisation géographique.

4.1.1 Exercice clos le 30 juin 2010

(en milliers d'euros)	EUROPE	AMERIQUES	ELIMINATIONS	TOTAL
Produits des activités ordinaires				
Chiffre d'affaires externe	431 125	116 667	(2 811)	544 981
Autres produits opérationnels	81 366	14 488		95 854
Total Produits	512 491	131 155	(2 811)	640 835
Charges opérationnelles	(383 979)	(91 005)	2 811	(472 173)
Provisions opérationnelles	(61)	566		505
Dotations aux amortissements	(43 891)	(25 048)		(68 939)
Résultat opérationnel par secteur	84 560	15 668	-	100 228
Coût de l'endettement financier net	(27 887)	(26 787)	(23)	(54 697)
Autres charges et produits financiers	(5 098)	(155)	23	(5 230)
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	289	-		289
Impôt sur le résultat	(11 159)	4 099		(7 060)
Résultat net consolidé	40 705	(7 175)	-	33 530
Autres informations				
Actifs sectoriels	5 617 452	1 821 029	(546 482)	6 891 999
Passifs sectoriels	5 033 198	2 405 283	(546 482)	6 891 999
Entreprises associées	35 965	-		35 965
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	364 705	209 258		573 963

4.1.2 Exercice clos le 30 juin 2009 (après changement de méthode de consolidation)

(en milliers d'euros)	EUROPE	AMERIQUES	ELIMINATIONS	TOTAL
Produits des activités ordinaires				
Chiffre d'affaires externe	291 715	133 771		425 486
Autres produits opérationnels	35 238	12 289		47 527
Total Produits	326 953	146 060	-	473 013
Charges opérationnelles	(223 178)	(100 404)		(323 582)
Provisions opérationnelles	(4 177)	640		(3 537)
Dotations aux amortissements	(32 237)	(17 256)		(49 493)
Résultat opérationnel par secteur	67 361	29 040		96 401
Coût de l'endettement financier net	(19 147)	(14 704)		(33 851)
Autres charges et produits financiers	(24 543)	4 873		(19 670)
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	(2 904)	-		(2 904)
Impôt sur le résultat	1 295	(5 246)		(3 951)
Résultat net consolidé	22 062	13 963	-	36 025
Autres informations				
Actifs sectoriels	4 254 470	1 348 786	(389 360)	5 213 896
Passifs sectoriels	3 865 110	1 738 146	(389 360)	5 213 896
Entreprises associées	26 582	-		26 582
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	162 349	192 542		354 891

4.2 Evolution du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe augmente de 28,1 %, pour atteindre 545 millions d'euros au 30 juin 2010 contre 425,5 millions d'euros au 30 juin 2009. A taux de change constant, la progression est de 27,6 %. Les données de juin 2009 retraitées prennent en compte les impacts du changement de méthode comptable sur le traitement des JV américaines mis en œuvre l'an dernier. Au 30 juin 2009, l'impact de ces retraitements sur le chiffre d'affaires est de +11,7 millions d'euros.

4.2.1 Europe

Le chiffre d'affaires du Groupe dans la zone Europe progresse, après l'élimination des opérations réciproques, de 46,8 % passant de 291,8 millions d'euros au 30 juin 2009 à 428,3 millions d'euros au 30 juin 2010. Cette augmentation s'explique comme suit :

- le chiffre d'affaires de l'activité Production progresse de 31,7 %, passant de 121,3 millions d'euros au 30 juin 2009 à 159,8 millions d'euros au 30 juin 2010, soit une hausse de 38,5 millions d'euros. Cette hausse significative résulte principalement, pour ce qui concerne les parcs comptabilisés en intégration globale ou proportionnelle, de :
 - l'effet année pleine de la mise en service en 2009 de nouveaux parcs éoliens et solaires pour un total de 336,9 MW bruts (238,4 MW nets), répartis entre la France (125,3 MW bruts, 121,0 MW nets), l'Italie (70,6 MW bruts, 36,1 MW nets), la Turquie (45 MW bruts, 22,5 MW nets), le Royaume-Uni (38 MW bruts, 19 MW nets), la Grèce (38 MW bruts, 19,8 MW nets) et le Portugal (20 MW bruts, 20 MW nets) ;
 - la mise en service au premier semestre 2010 de nouveaux parcs éoliens, solaires et biogaz pour un total de 188,2 MW bruts et 122,4 MW nets, répartis entre l'Italie (79,0 MW bruts, 38,1 MW nets), l'Espagne (28,5 MW bruts, 21,5 MW nets), la France (27,0 MW bruts et nets), le Royaume-Uni (24 MW bruts, 12 MW nets), la Grèce (18 MW bruts et nets) et la Turquie (11,7 MW bruts, 5,9 MW nets).

Il convient de signaler que le régime de vent a été historiquement très faible au Royaume-Uni, compensé toutefois par l'excellente performance du Portugal.

- le chiffre d'affaires de l'activité Développement-Vente d'Actifs Structurés passe de 71 millions d'euros au 30 juin 2009 à 136,2 millions au 30 juin 2010. Le chiffre d'affaires du premier semestre 2009 concernait l'achèvement du projet éolien de Fierville en France (28 MW) ainsi que la vente de panneaux destinés aux sociétés intégrées proportionnellement, dont seule la part intra-groupe est éliminée dans le chiffre d'affaires consolidé. Celui au 30 juin 2010 concerne la cession du parc de Canton du Quesnoy (10 MW) dans l'éolien en France, le dégagement à l'avancement du chiffre d'affaires du parc solaire photovoltaïque de Gabardan 2 (11,7 MWc), les cessions des installations solaires photovoltaïques en toitures en France (7,1 MWc), et du projet La Rambla (6 MWc) dans le solaire en Espagne, ainsi que la vente de panneaux destinés aux sociétés intégrées proportionnellement, dont seule la part intra-groupe est éliminée dans le chiffre d'affaires consolidé.
- le chiffre d'affaires de l'activité Exploitation-Maintenance passe de 3,8 millions d'euros au 30 juin 2009 à 15,3 millions d'euros au 30 juin 2010. Cette augmentation est principalement due à la prise en compte de la société REETEC en Intégration Globale dans les comptes du 30 juin 2010, alors qu'au 30 juin 2009 cette société d'O&M et de construction basée en Allemagne était mise en équivalence.
- le chiffre d'affaires réalisé par l'ensemble EDF Energies Nouvelles Réparties et ses filiales, au cours du premier semestre s'élève à 117 millions d'euros, contre 95,7 millions d'euros au 30 juin 2009, soit une progression de 22,3 %. Cette progression de 21,3 millions d'euros s'explique principalement par :
 - un ralentissement du développement de l'activité photovoltaïque des sociétés EDF ENR SA et Photon Technologies, dont le chiffre d'affaires de ventes de systèmes solaires pour l'intégré-bâti progresse de 3,2 millions d'euros à 41,9 millions d'euros. Cette moindre croissance du chiffre d'affaires s'explique par de mauvaises conditions climatiques qui ont limité les installations sur le premier semestre, et par des difficultés d'approvisionnement des onduleurs ;
 - un chiffre d'affaires du groupe Tenesol en hausse de 20,9 millions d'euros à 52 millions d'euros au 30 juin 2010 ;
 - une légère diminution des chiffres d'affaires de Supra et Ribo, qui passent de 25,9 millions d'euros au 30 juin 2009 à 23,1 millions d'euros au 30 juin 2010, soit une baisse de 2,8 millions d'euros.

4.2.2 Amériques

Le chiffre d'affaires du Groupe dans la zone Amériques s'élevait à 122 millions d'euros dans les comptes publiés à fin juin 2009. En tenant compte de l'impact du changement de méthode comptable sur le traitement des JV américaines pour un montant de 11,7 millions d'euros, le chiffre d'affaires du Groupe dans la zone Amériques diminue de 12,7 %, passant de 133,7 millions d'euros au 30 juin 2009 à 116,7 millions d'euros au 30 juin 2010. Cette diminution masque une évolution contrastée en fonction des activités :

- le chiffre d'affaires de l'activité Production progresse de 26 %, passant de 47,3 millions d'euros au 30 juin 2009 à 59,6 millions d'euros au 30 juin 2010, soit une augmentation de 12,3 millions d'euros. Cette hausse résulte principalement de l'effet année pleine des parcs éoliens de Shiloh II (150 MW) et Hoosier (106 MW) ainsi que des centrales solaires de Bayshore, Steven's Institute, Carrier Clinic et Hall's Warehouse aux Etats-Unis (4,4 MWc bruts et nets). Elle résulte également des mises en service de la seconde partie du parc de La Ventosa (67,5 MW au total) au Mexique, et du parc solaire d'Arnprior (23,4 MWc) au Canada. La croissance a été pénalisée par des conditions de vent particulièrement faibles au cours du premier semestre.

- le chiffre d'affaires de l'activité Exploitation-Maintenance passe de 15,3 millions d'euros au 30 juin 2009 à 16,1 millions d'euros au 30 juin 2010, soit une progression de 5,2 %.
- le chiffre d'affaires de l'activité Développement-Vente d'Actifs Structurés passe de 71,1 millions d'euros au 30 juin 2009 à 41 millions d'euros au 30 juin 2010, soit une baisse de 42,3 %, qui s'explique comme suit :
 - au premier semestre 2009, le chiffre d'affaires correspondait, pour l'essentiel, à la première partie du projet éolien de Spearville 2 (32 turbines de 1,5 MW) ainsi qu'à l'avancement du projet éolien de Crane Creek (99 MW) ;
 - au premier semestre 2010, il correspond au chiffre d'affaires de la fin du projet de Linden (50 MW), ainsi qu'au dégageant à l'avancement du chiffre d'affaires du projet Nobles (201 MW) qui devrait être réceptionné en fin d'année.

4.3 Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel du Groupe est de 100,2 millions d'euros au 30 juin 2010 contre 96,4 millions d'euros au 30 juin 2009, soit une progression de 3,9 %. Le taux de progression du résultat opérationnel est plus faible que celui de l'Ebitda, parce que la croissance vient avant tout de la production d'électricité, que le taux de couverture des frais de développement et de structure par les ventes d'actifs est en baisse d'une année à l'autre, et parce qu'en 2009 l'Ebitda de la zone Europe comprenait le badwill du projet Monte Grighine pour un montant de 20,4 millions d'euros en face duquel il n'y avait pas de dotation aux amortissements.

4.3.1 Europe

Le résultat opérationnel du Groupe pour ses activités en Europe a augmenté de 17,2 millions d'euros, passant de 67,4 millions d'euros au 30 juin 2009 à 84,6 millions d'euros au 30 juin 2010. La hausse provient essentiellement de l'activité Production, qui s'explique principalement par l'effet année pleine des mises en service 2009 dans l'éolien - la seconde phase d'Arada (20 MW) au Portugal, Minervino (32 MW) et la première phase de Monte Grighine (25,3 MW) en Italie, Fiennes (11,5 MW), Les Barthes (12 MW), Castanet (11,5 MW), Veulette (8 MW), Bassin de Thau (26 MW), Canton de Bonneval (24 MW) et Sauveterre (12 MW) dans l'éolien en France, Viotia 2 (38 MW) en Grèce, Longpark (38 MW) au Royaume-Uni, et la première tranche de Soma 1 en Turquie (45 MW). Dans le solaire, les projets Villacidro, San Pietro, Lequile, Camerata Picena, Galatone (10,2 MWc) et Santa Sofia (3,1 MWc) ont été mis en service en Italie, et La Roseraie (10,5 MWc), Sainte Tulle (5,2 MWc) et Manosque (4,1 MWc) en France.

4.3.2 Amériques

Le résultat opérationnel du Groupe pour ses activités en Amériques est passé de 29 millions d'euros au 30 juin 2009 à 15,7 millions d'euros au 30 juin 2010, soit une diminution de 13,3 millions d'euros ; à taux de change constant, la diminution aurait été de 13,5 millions d'euros. Cette baisse s'explique essentiellement par la moindre couverture, au 30 juin 2010, des frais généraux et de développement par les ventes de projets, alors que cette activité avait été particulièrement soutenue au cours du premier semestre 2009 avec notamment la vente du projet Spearville 2 (32 turbines de 1,5 MW) et la reconnaissance du chiffre d'affaires à l'avancement du projet Crane Creek (99 MW) aux Etats-Unis. Au cours de premier semestre 2010, les ventes de projets ont concerné la phase finale du projet Linden et de Nobles (201 MW), qui sera livré fin 2010.

5. Autres produits et charges opérationnels

(en milliers d'euros)		30/06/2010	30/06/2009 retraité
Résultat de déconsolidation	(1)	12 415	(38)
Résultat de cession des immobilisations	(2)	2 352	(52)
Subventions d'exploitation	(3)	14 094	13 009
Autres charges	(4)	(7 572)	(7 927)
Autres produits	(4)	11 567	33 543
Total des autres produits et charges opérationnels		32 856	38 535
Dont autres charges opérationnelles		(62 998)	(8 992)
Dont autres produits opérationnels		95 854	47 527

- (1) Les résultats de déconsolidation en 2010 s'expliquent essentiellement par les cessions des centrales thermiques d'Energies Antilles et d'Energies Saint Martin
- (2) Le résultat de cession correspond essentiellement à la cession d'actifs en France. La valeur nette comptable et le prix de cession de ces actifs expliquent respectivement les montants significatifs des autres charges et des autres produits opérationnels
- (3) Les subventions d'exploitation proviennent principalement de l'exploitation des parcs américains Shiloh II et Wapsi North générateurs de PTC (Production Tax Credit : crédits fiscaux américains calculés sur la production d'énergie éolienne)
- (4) Les autres produits et charges opérationnels s'expliquent essentiellement par des indemnités de perte d'exploitation, par des pénalités de retard en notre faveur, ainsi que par divers produits et charges d'exploitation. Pour mémoire au 30 juin 2009 les autres produits présentaient un badwill de 20,4 millions d'euros relatif à l'acquisition du parc éolien de Monte Grighine

6. Personnel

6.1 Frais de personnel

Le montant des charges de personnel se décompose de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	30/06/2010	30/06/2009 retraité
Rémunérations et avantages au personnel	(65 803)	(44 427)
Charges sociales et fiscales	(16 550)	(12 278)
Total	(82 353)	(56 705)
Actions gratuites et assimilées	(1 358)	(1 215)
Charges liées au paiement sur base d'actions	(1 358)	(1 215)
Charges de personnel	(83 711)	(57 920)

6.2 Paiements sur base d'actions

Le Conseil d'Administration a mis en place des plans d'attribution d'actions gratuites au bénéfice des dirigeants et salariés en France :

- le 30 octobre 2008, deux plans attribuent un total de 62 829 actions ;
- le 12 novembre 2009, deux plans attribuent un total de 81 122 actions.

La juste valeur de ces plans d'attribution d'actions gratuites est basée sur le cours de l'action à la date de chaque Conseil d'Administration. La contrepartie de la charge, pour 0,9 million d'euros, a été comptabilisée en capitaux propres.

Pour les filiales étrangères, un mécanisme similaire a été mis en place consistant à remettre aux bénéficiaires un nombre d'unités selon le même principe que le plan d'attribution d'actions gratuites. A l'issue de la période d'acquisition, le bénéficiaire ne percevra pas des actions gratuites mais un équivalent en trésorerie. Conformément à IFRS 2, l'évaluation de ce plan repose sur le cours de clôture de l'action au 30 juin 2010 et n'intègre pas de dividendes attendus. La contrepartie de la charge a été comptabilisée en dette.

L'acquisition des actions gratuites ou des unités s'effectue sur une période de 2 ou 3 ans et pour partie, est soumise à l'atteinte de résultats opérationnels.

6.3 Effectifs moyens

<i>Effectifs moyens</i>	30/06/2010	30/06/2009 retraité
Employés	1 990	1 431
Cadres et ingénieurs	793	605
Total	2 783	2 036

Par convention, l'effectif des sociétés en intégration proportionnelle est pris en compte à due concurrence du pourcentage d'intégration.

7. Résultat financier

7.1 Coût de l'endettement financier

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2010	30/06/2009 retraité
Produits d'intérêt sur opérations de financement (1)	5 596	8 225
Charges d'intérêt sur opérations de financement (2)	(57 527)	(42 692)
Inefficacité nette des couvertures de flux de trésorerie s/ endettement	(2 766)	616
Coût de l'endettement financier net (3)	(54 697)	(33 851)

(1) Les produits d'intérêts comprennent essentiellement des intérêts sur des actifs financiers et des produits de cession de valeurs mobilières de placement

(2) Les charges d'intérêts sur opérations de financement correspondent principalement à des intérêts, des commissions bancaires et des charges et produits sur les dettes de location financement

(3) **Changement de présentation :**

Depuis le 31 décembre 2009, les produits des créances financières à long terme sont présentés en déduction du coût de l'endettement financier net. A fin juin 2009, l'impact de ce changement est de 7,5 millions d'euros

7.2 Autres produits et charges financiers

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2010	30/06/2009 retraité
Variation de juste valeur des dérivés de transactions	(648)	92
Inefficacité nette des couvertures de flux de trésorerie s/exploitation	276	(505)
Résultat net de change	(1 546)	1 094
Résultat de cession d'actifs disponibles à la vente	(22)	3 250
Dépréciation nette des actifs financiers	408	(20 243)
Résultat d'actualisation	267	(3)
Autres produits et charges financiers	(3 965)	(3 355)
Autres produits et charges financiers	(5 230)	(19 670)

(1) La créance détenue sur la société Silpro, placée en liquidation judiciaire en 2009, a été intégralement dépréciée au cours du premier semestre 2009. Aucun fait nouveau n'est intervenu sur l'année 2010

Pour mémoire, la variation de juste valeur des instruments dérivés comptabilisée dans les capitaux propres représente avant impôts (81,3) millions d'euros au 30 juin 2010 et (16,7) millions d'euros au 30 juin 2009.

Avant 2009, EDF EN empruntait auprès des banques dans la devise où elle prêtait à ses filiales ce qui permettait d'adosser un actif et un passif dans la même devise et de compenser ainsi les effets de change.

Depuis 2009, EDF EN emprunte en euros et convertit la somme au cours du jour dans la devise souhaitée, ce qui génère des pertes ou gains de change lors de la valorisation du compte courant à chaque clôture comptable. Pour les neutraliser, EDF EN conclut des instruments dérivés à terme dont la variation de juste valeur annule les pertes ou gains de change constatés.

La variation de ces couvertures à terme représente (95,7) millions d'euros.

Changement de présentation

Désormais, les produits des créances financières long terme sont présentés en déduction du coût de l'endettement financier net. A fin juin 2009, l'impact de ce changement est de (7,5) millions d'euros.

8. Impôts sur le résultat global

8.1 Charge d'impôts sur le résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2010	30/06/2009 retraité
Impôts exigibles	(3 658)	(5 401)
Impôts différés	(3 402)	1 450
Total	(7 060)	(3 951)

Considérant un résultat avant impôts de 40,3 millions d'euros à fin juin 2010, le taux effectif d'impôt est de 17,52 %.

L'écart par rapport au taux normal d'imposition en France de 34,43 % pour l'exercice de juin 2010 s'explique principalement par :

- les effets de minoration suivants :
 - l'effet de produits non récurrents faiblement imposables, notamment l'effet de la réalisation en France de plus-values sur la cession d'Energies Antilles et d'Energies Saint Martin ;
 - des taux d'imposition inférieurs dans plusieurs pays où le Groupe est présent (principalement le Mexique, le Portugal, l'Italie et la Bulgarie) ;
 - l'activation de déficits antérieurs au Mexique suite au démarrage effectif du projet de La Ventosa.
- les effets de majoration suivants :
 - la non déductibilité permanente de certaines charges ;
 - l'effet de variation des taux d'impôts différés afin de tenir compte de l'évolution des taux futurs d'imposition, notamment au Canada ;
 - l'effet de la non reconnaissance de certains déficits, principalement en Grèce.

8.2 Impôts sur les autres éléments du résultat global

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2010	30/06/2009 retraité
Impôts sur la variation de juste valeur des instruments financiers de couverture	27 890	4 351
Impôts sur les différences de conversion	540	314
Impôts sur les autres éléments du résultat global	28 430	4 665

9. Résultats par action

<i>(en euros)</i>	30/06/2010	30/06/2009 retraité
Résultat net consolidé	33 529 722	36 024 348
Résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires (RNPG)	38 586 011	41 807 548
Nombre d'actions	77 256 328	77 339 769
Résultat net consolidé de base par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires (RNPG) en euro	0,50	0,54
Résultat net consolidé dilué par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires (RNPG) en euro	0,50	0,54

Aucune variation de capital n'a été constatée depuis l'augmentation de capital réalisée par EDF EN SA, le 18 septembre 2008. Le capital social est dès lors composé de 77 568 416 actions.

Au 30 juin 2010, le nombre d'actions retenu au dénominateur pour le calcul du résultat par action est de 77 256 328. Il tient compte de la déduction du nombre d'actions propres détenues par le Groupe dans le cadre du programme de liquidité et du programme de rachat d'actions pour couvrir les plans d'actions gratuites mis en place pour un total de 312 088 actions.

10. Goodwill

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2010	31/12/2009 retraité
Valeur brute	143 293	119 297
Cumul des pertes de valeur (1)	(3 757)	(3 025)
Valeur nette comptable	139 536	116 272

(1) La variation du cumul des pertes de valeur entre le 31 décembre 2009 et le 30 juin 2010 s'explique uniquement par l'impact des écarts de conversion

L'évolution de la valeur comptable des goodwill est la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2010	31/12/2009 retraité
Valeur nette comptable à l'ouverture	116 272	105 839
Augmentations (1)	16 497	27 782
Pertes de valeur	-	(697)
Écarts de conversion	6 763	335
Autres mouvements	4	(16 987)
Variation totale	23 264	10 433
Valeur nette comptable à la clôture	139 536	116 272

(1) Les acquisitions des sociétés Beacon et Corona, réalisées à la fin du premier semestre 2010 ont été comptabilisées de manière provisoire au 30 juin 2010. La juste valeur du prix d'acquisition et des actifs et passifs acquis est susceptible d'être révisée, durant les 12 mois suivant la date d'acquisition, entraînant, de ce fait, une modification ultérieure des goodwill

Les goodwill nets de 139,5 millions d'euros sont essentiellement constitués des éléments suivants :

- aux Etats-Unis, des goodwill pour 48,9 millions d'euros correspondant à l'acquisition d'EnXco, de Beacon et de Corona ;
- en France, du goodwill sur les sociétés ENR et Supra pour 6,1 millions d'euros, du goodwill sur la société Photon Technologies pour 24,1 millions d'euros, du goodwill sur Ribo pour 5 millions d'euros et du goodwill PPI (Holding de Silpro) pour 0,7 million d'euros qui est intégralement déprécié ;
- en Grèce, de la valorisation du put sur minoritaires pour l'acquisition de 25 % de EEN Hellas et du goodwill sur RETD pour un montant total de 20,9 millions d'euros ;
- en Turquie, du goodwill sur l'acquisition du Groupe Polat Enerjy pour 11,9 millions d'euros ;
- au Royaume-Uni, du goodwill sur Cumbria pour 8,2 millions d'euros ;
- en Bulgarie, des goodwill de 4,3 millions d'euros ;
- en Espagne, du goodwill sur Fotosolar pour 3,7 millions d'euros ;
- et en Belgique, de la valorisation du put sur notre partenaire pour 3,5 millions d'euros lors de l'acquisition de Verdesis.

Les principales variations sur les goodwill concernent les acquisitions de Beacon et Corona aux Etats-Unis pour 15,6 millions d'euros et le rachat de 44% des minoritaires sur Reetec pour 0,7 million d'euros.

11. Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	30/06/2010	31/12/2009 retraité
Terrains	27 834	11 089
Installations techniques, matériel, outillage	3 155 715	2 557 927
Autres immobilisations	22 888	22 580
Immobilisations en cours et avances sur immobilisations	1 078 863	1 002 070
Immobilisations corporelles nettes	4 285 300	3 593 666

(en milliers d'euros)	01/01/2010	Augmentation	Diminution	Ecart de conversion	Autres Mouvements	30/06/2010
Terrains	11 089	6 549	(11)	1 407	8 800	27 834
Installations techniques, matériel, outillage (1)	2 854 860	43 390	(50 795)	195 105	479 102	3 521 662
Autres immobilisations	51 218	5 332	(861)	2 714	4 715	63 118
Immobilisations en cours et avances sur immobilisations (2)	1 002 124	516 042	(3 209)	63 442	(499 482)	1 078 917
Valeurs brutes	3 919 291	571 313	(54 876)	262 668	(6 865)	4 691 531
Amortissements et pertes de valeur	(325 625)	(71 752)	2 248	(20 710)	9 608	(406 231)
Valeurs nettes	3 593 666	499 561	(52 628)	241 958	2 743	4 285 300

(en milliers d'euros)	01/01/2009	Augmentation	Diminution	Ecart de conversion	Autres Mouvements	31/12/2009 retraité
Terrains	8 227	2 829	-	(37)	70	11 089
Installations techniques, matériel, outillage	1 816 287	82 506	(22 642)	(6 181)	984 890	2 854 860
Autres immobilisations	45 019	6 055	(5 757)	203	5 698	51 218
Immobilisations en cours et avances sur immobilisations	709 619	1 130 774	(4 619)	7 156	(840 806)	1 002 124
Valeurs brutes	2 579 152	1 222 164	(33 018)	1 141	149 852	3 919 291
Amortissements et pertes de valeur	(229 086)	(107 527)	4 483	(856)	7 361	(325 625)
Valeurs nettes	2 350 066	1 114 637	(28 535)	285	157 213	3 593 666

(1) Installations techniques, matériel et outillage :

Les augmentations correspondent principalement aux opérations suivantes :

- cessions bail pour 34,9 millions d'euros pour des projets solaires en France et en Italie ;
- immobilisations acquises en crédit-bail pour 2,4 millions d'euros chez Verdesis ;
- investissements solaires pour 5,1 millions d'euros concernant principalement des parcs français ainsi que des parcs italiens et de nouvelles installations photovoltaïques dans le cadre du développement de l'activité solaire de Teneosol.

Les diminutions correspondent principalement aux opérations suivantes :

- cessions bail pour (30,9) millions d'euros concernant principalement les sociétés françaises Sainte Tulle et Manosque ainsi que la société italienne Energie ;
- cession d'actifs en France.

Les autres mouvements correspondent principalement aux opérations suivantes :

- Les mises en service des parcs solaires et éoliens, initialement en immobilisations en cours, représentent 482,2 millions d'euros et se détaillent de la manière suivante :
 - en Italie, avec le parc éolien de Monte Grighine et les parcs solaires Stornarella, Camerata Picena 5, Ferentino, San Sisto, Marsciano, Lignano in Teverina,
 - au Mexique, avec le parc éolien de La Ventosa,
 - au Canada, avec les parcs solaires d'Arnprior,
 - en Espagne, avec les parcs solaires de Valdecaballeros et de Casatejada,
 - en Grèce, avec les parcs éoliens de Viotia 2 (deuxième tranche) et de Skopies,
 - en France, avec les parcs solaires de Gabardan,
 - en Turquie, avec le parc éolien de Soma 1 (deuxième tranche) ;
- L'acquisition de la société Beacon, spécialisée dans le biogaz aux Etats-Unis ;

- La cession des centrales thermiques Energies Antilles et Energies Saint Martin, entraînant une sortie du périmètre de consolidation et ayant un impact sur les autres mouvements.

(2) Immobilisations en cours et avances sur immobilisations :

Les augmentations correspondent principalement aux opérations suivantes :

- Le développement et la construction des parcs éoliens ainsi que des parcs solaires représentent près de 95 % de l'augmentation de ce poste et se détaillent de la manière suivante :
 - aux Etats-Unis, avec la construction de nouveaux parcs éoliens de Shiloh III, Lakefield, Pacific Wind, Avalon et des projets solaires de Carrier et Steven's Institute ;
 - en Italie, avec le développement et la construction de nombreux parcs dont Lecce 1, San Pietro Vernotico 1&2&3, Terralba, Marrùbiu, Casamassima, Marsciano, Airo, Serra dei Conti 2, Loreo, Priolo, Ferentino 2, Lugnano in Teverina, Thyssen Krupp 2, Chiaravalle 1&2, Collemarco, Faggiano, Palagianello, San Giorgio Jonico, Molfeta 1, Terlizzi1&2&3 pour le solaire et Bonorva, Monte Grighine, Vallata pour l'éolien ;
 - en France, avec les projets éoliens de Puylobier, Corbières Méditerranée et les projets solaires de Pierrefonds, Blauvac, Boulac, Beguey/Saint Syphorien, et Gabardan ;
 - en Grèce, avec les parcs éoliens de Skopies, Fokida 2&3, Trikorfo, Viotia 2, Mousouron, Melissi et le parc solaire de Xirokambi ;
 - en Espagne, avec les projets de Valdecaballeros et Casatejada ;
 - au Mexique, avec la fin de la construction du parc de La Ventosa ;
 - au UK, avec le développement et la construction des parcs de Fairfield, Teesside, Burn Foot Hill, Rusholme ;
 - en Bulgarie, avec l'investissement sur le projet Germanea ;
 - au Canada, avec les projets éoliens de Saint Robert Bellarmin, Massif du sud, Lac Alfred 1, Clermont, Rivière du moulin 1 ;
 - en Turquie, avec les investissements sur le projet de Soma 1 ;
 - les immobilisations sur le groupe ENR ont augmenté de 1,4 millions d'euros.
- La hausse des avances versées sur immobilisations de 17,5 millions d'euros est relative aux acquisitions de turbines en Grèce pour 18,8 millions d'euros sur les parcs éoliens de Trikorfo, et Fokida 2 et 3 ; en Italie, pour 2,9 millions d'euros sur le projet Vallata et 1,3 million d'euros en France pour divers projets. La société ENR augmente aussi ses avances pour 6,1 millions d'euros concernant principalement les panneaux photovoltaïques. Aux Etats-Unis, les avances ont été réaffectées au projet Nobles (DVAS) pour (12,5) millions d'euros.
- Le solde de l'augmentation du poste « Immobilisations en cours et avances sur immobilisations » concerne l'activation en immobilisations des frais financiers intercalaires pour 10,7 millions d'euros.

Les autres mouvements correspondent principalement aux opérations suivantes :

- Les mises en service, qui s'élèvent à (484,3) millions d'euros, correspondent à des installations éoliennes et solaires qui sont détaillées dans le poste « Installations techniques, matériel et outillage » pour (482,2) millions d'euros et à d'autres immobilisations corporelles pour (2,1) millions d'euros ;
- L'entrée dans le périmètre de la société Corona aux Etats-Unis ;
- La sortie de la centrale thermique Energies Antilles ;
- Le reclassement de (17,3) millions d'euros qui s'explique notamment par le reclassement du terrain sur le projet Priolo dans le compte dédié pour (8,8) millions d'euros et du reclassement, depuis les dettes sur acquisition d'immobilisations, d'avances pour (6,5) millions d'euros sur des projets grecs dont Fokida 2.

(3) Amortissements et pertes de valeur :

Les dépréciations des immobilisations corporelles représentent 326 millions d'euros au 31 décembre 2009 et 406 millions d'euros au 30 juin 2010.

12. Actifs financiers

12.1 Détail des actifs financiers par catégorie d'actifs

(en milliers d'euros)	30/06/2010			31/12/2009 retraité		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Actifs financiers disponibles à la vente	-	53 989	53 989	-	49 690	49 690
Juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie	372	1 259	1 631	6 646	5 118	11 764
Juste valeur des dérivés de couverture de juste valeur	2	11 300	11 302	27 842	-	27 842
Juste valeur des dérivés de transaction	-	1 682	1 682	-	680	680
Créances financières à court terme	251 468	-	251 468	232 234	-	232 234
Autres prêts et créances financières	845	76 463	77 308	465	49 361	49 826
Actifs financiers nets	252 687	144 693	397 380	267 187	104 849	372 036

Les créances et prêts financiers nets sont composés des dépôts et garantis donnés et des créances financières sur des sociétés en intégration proportionnelle, mises en équivalence, ou hors groupe, des créances liées à des biens donnés en crédit-bail, des comptes de trésorerie bloquée et des comptes de réserve de Debt Service Reserve Account (DSRA). Ces DSRA correspondent à des disponibilités gardées en réserve au cas où le projet ne générerait pas suffisamment de trésorerie pour rembourser les échéances à court terme de la dette. Ils sont égaux en général à 6 mois de trésorerie dégagée par l'exploitation. Parfois, ces sommes créditrices sont remplacées par des garanties données par un établissement de crédit.

12.2 Variation des actifs financiers

(en milliers d'euros)	01/01/2010	Augmentations (1)	Diminutions	Variations de juste valeur	Autres	30/06/2010
Actifs financiers disponibles à la vente	49 690	2 332	209	1 848	(90)	53 989
Juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie	11 764	-	(1 272)	(9 677)	816	1 631
Juste valeur des dérivés de couverture de juste valeur	27 842	-	-	(16 540)	-	11 302
Juste valeur des dérivés de transaction	680	-	-	1 002	-	1 682
Créances financières à court terme (2)	232 234	55 345	(46 515)	-	10 404	251 468
Autres prêts et créances financières	49 826	30 275	(1 378)	-	(1 415)	77 308
Actifs financiers nets	372 036	87 952	(48 956)	(23 367)	9 715	397 380

(en milliers d'euros)	01/01/2009	Augmentations	Diminutions	Variations de juste valeur	Autres	31/12/2009 retraité
Actifs financiers disponibles à la vente	47 503	2 788	(348)	1 709	(1 962)	49 690
Juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie	34 991	1 797	(506)	(24 766)	248	11 764
Juste valeur des dérivés de couverture de juste valeur	-	-	-	27 842	-	27 842
Juste valeur des dérivés de transaction	45	-	-	635	-	680
Créances financières à court terme	175 562	166 557	(84 533)	-	(25 352)	232 234
Autres prêts et créances financières	43 842	1 223	(21 698)	-	26 459	49 826
Actifs financiers nets	301 943	172 365	(107 085)	5 420	(607)	372 036

(1) La colonne "Augmentations" est présentée nette des dotations aux provisions.

(2) La variation des actifs disponibles à la vente est constituée par l'acquisition des titres d'une société en Espagne pour 1,3 million d'euros, par la création de sociétés françaises et par la valorisation des titres de Nanosolar pour 1,8 million d'euros.

(3) La variation des prêts et créances financières au 30 juin 2010 pour 46,7 millions d'euros est notamment composée :

- de l'augmentation des créances vis-à-vis de sociétés italiennes, anglaises intégrées proportionnellement, et vis-à-vis de tiers en France pour 52,8 millions d'euros ;
- de l'augmentation des comptes de trésorerie bloquée pour 18,4 millions d'euros (notamment sur les Etats-Unis pour 6,1 millions d'euros et sur le Canada pour 8,9 millions d'euros) ;
- de l'augmentation du compte de réserve (DSRA) en couverture de la dette pour 14,4 millions d'euros principalement sur les Etats-Unis ;
- de l'augmentation de l'écart de conversion pour 8,4 millions d'euros ;

- de la diminution des prêts et créances financières pour (47,9) millions d'euros qui provient principalement du remboursement de créances des sociétés italiennes et anglaises et de la diminution du compte de DSRA essentiellement aux Etats Unis.

13. Stocks et travaux en-cours

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2010	31/12/2009 retraité
Travaux en cours (1)	290 961	233 649
Matières premières et approvisionnements (2)	176 659	347 806
Produits finis	24 304	8 666
Stocks bruts	491 924	590 121
Provisions	(6 340)	(5 911)
Stocks nets	485 584	584 210

(1) Les travaux en cours correspondent pour l'essentiel à des coûts de développement et de construction de centrales de production d'électricité destinées à être vendues, traités selon la norme IAS 11 dès lors que ces coûts de construction correspondent à une activité future du contrat et pour lesquels les critères de reconnaissance du chiffre d'affaires ne sont pas atteints à la clôture sur la base de l'avancement à cette date

La variation des travaux en cours, entre le 31 décembre 2009 et le 30 juin 2010, résulte essentiellement, aux Etats Unis, de la mise en place de nouveaux projets (Pocono Raceway, Pacific Wind 2) et de l'avancement des projets déjà existants (Nobles, Linden) ainsi que de l'avancement des parcs français

(2) Les stocks de matières premières et approvisionnements sont en diminution entre le 31 décembre 2009 et le 30 juin 2010 du fait essentiellement de l'affectation de turbines sur les projets américains

14. Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>(en milliers d'euros)</i>	01/01/2010	01/01/2009 retraité
Trésorerie et équivalents de trésorerie au bilan	466 285	584 185
Trésorerie et équivalents de trésorerie	466 285	584 185
Découverts bancaires	(34 925)	(138 429)
Trésorerie nette à l'ouverture au TFT	431 360	445 756

Trésorerie nette à la clôture

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2010	30/06/2009 retraité
Trésorerie et équivalents de trésorerie au bilan	502 658	468 677
Trésorerie et équivalents de trésorerie	502 658	468 677
Découverts bancaires	(43 337)	(88 065)
Trésorerie nette à la clôture au TFT	459 321	380 612

15. Capitaux propres

15.1 Capital social

(en euros)	Nombre d'actions	Valeur nominale	Capital social
Capital social au 31 décembre 2008	77 568 416	1,6	124 109 466
Capital social au 31 décembre 2009	77 568 416	1,6	124 109 466
Capital social au 30 juin 2010	77 568 416	1,6	124 109 465

Aucun changement n'est intervenu sur le capital social au premier semestre 2010.

15.2 Actions propres

Dans le cadre du programme de rachat d'actions qui a fait l'objet d'un contrat de liquidité selon les dispositions prévues par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), au cours du premier semestre 2010, 571 470 actions ont été achetées, pour un montant de 19,4 millions d'euros et 479 671 actions ont été vendues pour un montant de 16,6 millions d'euros.

Au 30 juin 2010, le Groupe détient 312 088 actions propres, dont 176 454 dans le cadre du contrat de liquidité et 135 634 afin de couvrir les différents plans d'actions gratuites mis en place par le Groupe en 2008 et 2009, pour une valeur totale de 9,3 millions d'euros.

15.3 Distribution de dividendes

L'assemblée générale des actionnaires du 26 mai 2010 a décidé une distribution de dividendes pour un montant de 29,5 millions d'euros correspondant à 0,38 euro par action, mis en paiement le 15 juin 2010.

Au jour de la mise en paiement, le nombre d'actions propres détenues par EDF EN s'élevait à 280 120 sur un total de 77 568 416 actions. Le dividende correspondant à ces actions propres est égal à 106 milliers d'euros. Ce montant a été affecté en réserve ordinaire.

16. Passifs financiers

16.1 Répartition courant / non courant

La répartition entre les passifs financiers courants et non courants se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	30/06/2010			31/12/2009 retraité		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Total non courant	Total
Emprunts auprès des établissements de crédits (1) (3)	468 540	1 938 209	2 406 749	569 225	1 798 287	2 367 512
Autres dettes financières (2)	99 812	1 304 698	1 404 510	101 438	911 150	1 012 588
Découverts bancaires	43 337	-	43 337	34 924	-	34 924
Juste valeur des dérivés de couverture de trésorerie	657	170 296	170 953	51	54 830	54 881
Juste valeur des dérivés de couverture de juste valeur	36 076	-	36 076	5 508	-	5 508
Juste valeur des dérivés de transaction	4	2 718	2 722	(37)	1 025	988
Passifs financiers	648 426	3 415 921	4 064 347	711 109	2 765 292	3 476 401

(1) y compris les intérêts courus pour 13,4 millions d'euros en 2010

(2) y compris les crédits baux pour 95,5 millions d'euros en 2010 et dont 990 millions d'euros de ligne de crédit EDF

(3) y compris le retraitement des frais de mise en place d'emprunt pour (44,8) millions d'euros

Désormais, l'échéance des lignes de crédit est définie selon la date d'échéance du contrat et non plus suivant la date de tirage ; c'est pourquoi celles-ci ont été reclassées de « Passifs courants » à « Passifs non courants » au 31 décembre 2009, pour un montant de 605 millions d'euros (voir paragraphe 3.3.2).

16.2 Echancier des emprunts et des dettes financières en valeur nette comptable

Au 30 juin 2010

<i>(en milliers d'euros)</i>	Emprunts auprès des Etablissements de crédit (1)	Autres dettes financières	Total
A moins d'un an	468 540	99 812	568 352
Entre un et cinq ans	826 546	792 554	1 619 100
A plus de cinq ans	1 111 663	512 144	1 623 807
Total au 30/06/2010	2 406 749	1 404 510	3 811 259

(1) y compris les intérêts courus pour 13,4 millions d'euros (classés en moins d'un an)

Au 30 juin 2010, les dettes à moins d'un an comprennent principalement la part à rembourser, dans les 12 mois, des financements de projets en place, des lignes de crédit corporate utilisées, des prêts relais en attente de mise en place de financement de projets.

Le financement des projets mis en œuvre par le Groupe, notamment pour les parcs éoliens et les centrales photovoltaïques, implique un recours important à l'endettement. Par « financement de projets », on entend tout endettement lié à un contrat avec un établissement bancaire et qui a pour objet le financement spécifique d'un actif. Chaque financement de projet est logé dans la structure qui va exploiter le projet correspondant. Il revêt essentiellement la forme d'un emprunt long terme (de 12 à 18 ans en moyenne), amortissable en fonction notamment des conditions de production (conditions de vent et d'ensoleillement), sans recours (ou à recours limité) vis-à-vis d'EDF EN SA car seuls les actifs du projet financé sont donnés en garantie. Les contrats sont essentiellement conclus avec les principaux établissements de crédit de premier plan.

Les autres dettes financières sont composées des dépôts de garantie reçus, des engagements de rachats de minoritaires, des compléments de prix, des emprunts et lignes de crédits contractés auprès du groupe EDF, ainsi que des dettes financières de crédit-bail.

Au 31 décembre 2009

<i>(en milliers d'euros)</i>	Emprunts auprès des Etablissements de crédit (1)	Autres dettes financières	Total
A moins d'un an	569 225	101 438	670 663
Entre un et cinq ans	945 796	762 648	1 708 444
A plus de cinq ans	852 491	148 502	1 000 993
Total au 31/12/2009	2 367 512	1 012 588	3 380 100

(1) y compris les intérêts courus pour 4,5 millions d'euros (classés en moins d'un an)

16.3 Variation des emprunts et dettes financières

(en milliers d'euros)	Emprunts auprès des établissements de crédit	Autres dettes financières	Total
01/01/2009	1 687 545	222 492	1 910 037
Augmentations (1)	1 383 058	891 938	2 274 996
Diminutions (2)	(698 436)	(205 625)	(904 061)
Mouvements de périmètre	(166)	97 753	97 587
Ecarts de conversion	630	925	1 555
Autres	(5 119)	5 105	(14)
31/12/2009 retraité	2 367 512	1 012 588	3 380 100
Augmentations (3)	845 340	804 193	1 649 533
Diminutions (4)	(922 251)	(428 877)	(1 351 128)
Mouvements de périmètre	22 677	(9 405)	13 272
Ecarts de conversion	87 800	21 358	109 158
Autres	5 671	4 653	10 324
30/06/2010	2 406 749	1 404 510	3 811 259

(1) y compris intérêts courus pour 4,7 millions d'euros

(2) y compris intérêts courus pour (4,3) millions d'euros

(3) y compris intérêts courus pour 15,4 millions d'euros

(4) y compris intérêts courus pour (8,3) millions d'euros

16.4 Analyse des emprunts et dettes financières par pays

Au 30 juin 2010

L'analyse par pays des emprunts du Groupe est la suivante au 30 juin 2010 :

(en milliers d'euros)	Emprunts auprès des établissements de crédit	Autres dettes financières	TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	A taux fixe	A taux variable	Échéance < 1 an	Échéance 1 à 5 ans	Échéance > 5 ans	Montant faisant l'objet d'une couverture (2)
Allemagne	959	800	1 759	1 759	-	445	1 311	3	-
Belgique	704	9 647	10 351	10 351	-	1 082	3 556	5 713	-
Bulgarie	888	2 080	2 968	2 070	898	895	2 073	-	-
Canada	50 330	-	50 330	-	50 330	1 933	9 883	38 515	51 836
Espagne	42 661	3 473	46 134	3 518	42 616	4 986	7 498	33 650	40 746
France (1)	981 629	1 136 407	2 118 036	513 134	1 604 902	289 546	1 226 882	601 609	520 089
Grèce	198 942	30 186	229 128	(1 105)	230 233	84 524	59 379	85 225	81 811
Italie	195 710	59 111	254 821	6 903	247 918	41 277	69 391	144 153	171 238
Portugal	314 380	3 431	317 811	38 804	279 007	22 013	83 143	212 655	182 613
Royaume Uni	73 396	34 415	107 811	448	107 363	42 850	30 469	34 492	68 217
Turquie	55 758	7 577	63 335	55 758	7 577	42 395	15 786	5 154	-
Etats Unis	491 392	117 383	608 775	175 786	432 989	36 406	109 729	462 638	413 645
TOTAL	2 406 749	1 404 510	3 811 259	807 426	3 003 833	568 352	1 619 100	1 623 807	1 530 195
Découverts bancaires			43 337		43 337	43 337			
TOTAL			3 854 596	807 426	3 047 170	611 689	1 619 100	1 623 807	1 530 195

(1) y compris le groupe ENR pour 75,4 millions d'euros au 30 juin 2010

(2) conversion de taux variable à taux fixe

Au 31 décembre 2009

L'analyse par pays des emprunts du Groupe est la suivante au 31 décembre 2009 :

(en milliers d'euros)	Emprunts auprès des établissements de crédit	Autres dettes financières	TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	A taux fixe	A taux variable	Échéance < 1 an	Échéance 1 à 5 ans	Échéance > 5 ans	Montant faisant l'objet d'une couverture
Allemagne	684	-	684	684	-	152	532	-	-
Belgique	194	7 263	7 457	7 457	-	968	3 228	3 261	-
Bulgarie	1 851	1 622	3 473	1 608	1 865	1 436	2 037	-	-
Canada	32 823	-	32 823	-	32 823	34 257	(1 434)	-	-
Espagne	3 691	3 467	7 158	3 520	3 638	756	2 637	3 765	14 010
France (1)	1 152 024	760 995	1 913 019	137 946	1 775 073	295 032	1 397 699	220 288	841 019
Grèce	181 251	36 760	218 011	(301)	218 312	90 899	56 111	71 001	84 382
Italie	193 433	51 048	244 481	3 270	241 211	123 990	48 730	71 761	157 752
Portugal	326 010	4 488	330 498	40 308	290 190	21 135	88 879	220 484	188 315
Royaume Uni	51 998	46 239	98 237	430	97 807	52 724	24 087	21 426	47 621
Turquie	48 080	5 105	53 185	49 028	4 157	32 657	15 990	4 538	-
Etats Unis	375 473	95 601	471 074	105 495	365 579	16 657	69 948	384 469	358 474
TOTAL	2 367 512	1 012 588	3 380 100	349 445	3 030 655	670 663	1 708 444	1 000 993	1 691 573
Découverts bancaires			34 924		34 924		34 924		
TOTAL			3 415 024	349 445	3 065 579	705 587	1 708 444	1 000 993	1 691 573

(1) y compris le groupe ENR pour 94,4 millions d'euros à fin 2009

(2) conversion de taux variable à taux fixe

Au 30 juin 2010, les dettes à taux fixe après couverture représentent 61% du total des emprunts et dettes financières (hors trésorerie passive).

Au 31 décembre 2009, les dettes à taux fixe après couverture représentaient 60% du total des emprunts et dettes financières (hors trésorerie passive).

Comme indiqué en note 16.2, les dettes à moins d'un an sont, pour l'essentiel, utilisées pour financer les projets, dans l'attente de la mise en place de financements long terme.

Ventilation des emprunts et dettes financières par devise

(en milliers d'euros)	30/06/2010	31/12/2009 retraité
En euro (EUR)	3 044 039	2 777 983
En dollar américain (USD)	608 774	471 074
En livre britannique (GBP)	107 811	98 238
En dollar canadien (CAD)	50 330	32 823
En autres devises	305	(18)
Total	3 811 259	3 380 100

Les emprunts libellés en "autres devises" sont principalement libellés en nouvelle livre turque (TRL).

En 2009, chaque créance en devises était adossée à un passif dans la même devise. Désormais, les créances financières de la holding libellées en devises sont couvertes par des instruments dérivés et non plus par des passifs en devises.

16.5 Endettement financier net

L'endettement financier net correspond aux emprunts et dettes financières diminués des créances financières à court terme, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des actifs liquides. Les actifs liquides sont des actifs financiers de maturité initiale supérieure à trois mois, facilement convertibles en trésorerie quelle que soit leur maturité, et gérés dans le cadre d'un objectif de liquidité (OPCVM monétaires, obligations gouvernementales, titres de créances négociables).

(en milliers d'euros)		30/06/2010	31/12/2009 retraité
Emprunts et dettes financières	Note 16.1	3 811 259	3 380 100
Découverts bancaires	Note 16.1	43 337	34 924
Juste valeur des dérivés passifs de couverture de flux de trésorerie		133 001	54 830
Juste valeur des dérivés actifs de couverture de flux de trésorerie	Note 12.1	(1 259)	(5 118)
Juste valeur des dérivés actifs de couverture de juste valeur	Note 12.1	(11 300)	-
Créances financières à court terme (nettes de provision)	Note 12.1	(251 468)	(232 234)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au bilan	Note 14	(502 658)	(466 285)
Endettement financier net		3 220 912	2 766 217

L'endettement financier net du Groupe est constitué des instruments dérivés en couverture du risque de taux. Les dérivés en couverture du risque de change associés aux flux d'exploitation et les dérivés classés en transaction en sont exclus. L'impact au 31 décembre 2009 est de 28,6 millions d'euros.

17. Provisions

(en milliers d'euros)	30/06/2010			31/12/2009 retraité		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Provisions pour avantages du personnel	-	2 313	2 313	-	2 207	2 207
Autres provisions :						
Provisions pour risques liés aux participations	-	5	5	-	5	5
Provisions pour litiges	580	850	1 430	1 400	445	1 845
Provisions pour déconstruction	-	464	464	-	1 338	1 338
Provisions pour garanties	-	9 296	9 296	-	8 951	8 951
Autres	4 989	6 646	11 635	4 856	7 019	11 875
Total	5 569	19 574	25 143	6 256	19 965	26 221

(en milliers d'euros)	Provisions pour avantages du personnel	Provisions pour risques liés aux participations	Provisions pour litiges	Provisions pour déconstruction	Provisions pour garanties	Autres	Total
Provisions au 01/01/2009	1 475	5	1 375	1 284	8 972	2 615	15 726
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	21	21
Provisions utilisées	(19)	-	(986)	-	(1 674)	(881)	(3 560)
Provisions excédentaires ou devenues sans objet	-	(57)	-	-	-	(164)	(221)
Dotations	722	-	1 471	-	1 653	10 048	13 894
Ecart de conversion	-	-	(15)	2	-	220	207
Autres	29	57	-	52	-	16	154
Provisions au 31/12/2009	2 207	5	1 845	1 338	8 951	11 875	26 221
Variation de périmètre	-	-	-	(945)	12	-	(933)
Provisions utilisées	(212)	-	(1 037)	-	(244)	(1 011)	(2 504)
Provisions excédentaires ou devenues sans objet	-	-	-	-	-	-	-
Dotations	318	-	576	-	493	743	2 130
Ecart de conversion	-	-	54	13	84	-	151
Autres	-	-	(8)	58	-	28	78
Provisions au 30/06/2010	2 313	5	1 430	464	9 296	11 635	25 143

Le solde de 25,1 millions d'euros au 30 juin 2010 correspond essentiellement aux éléments suivants :

- 9,3 millions d'euros de provisions pour garanties dont 8,6 millions d'euros au titre de l'obligation de renouvellement de batteries et autres obligations dans le cadre des projets de défiscalisation solaires provenant du groupe Tenesol ;
- 0,5 million d'euros de provisions pour déconstruction qui ont fortement baissé suite à la cession des centrales Energies Saint Martin et Energies Antilles ;

- 2,3 millions d'euros de provisions pour avantages au personnel. Ce montant correspond exclusivement aux engagements de départ en retraite (dont 1,3 million d'euros de provisions pour retraites et médailles du travail chez Supra) ;
- 1,4 million d'euros de provisions pour litiges (dont 1,1 million d'euros concernent des litiges clients chez les filiales du groupe EDF-ENR) ;
- 11,6 millions d'euros d'autres provisions qui s'expliquent principalement par des provisions pour risques concernant la réalisation de certains projets en France pour 3,7 millions d'euros, et en Grèce pour 4,3 millions d'euros et diverses provisions pour risques chez Tenesol pour 2,3 millions d'euros.

Les variations de la période s'expliquent essentiellement par les éléments suivants :

- des dotations pour 2,1 millions d'euros composées, entre autres, de dotations pour garanties, litiges et risques pour 1,1 million d'euros chez Tenesol et de dotations aux provisions pour litiges pour 0,3 million d'euros et pour retraites pour 0,2 million d'euros chez Supra ;
- des reprises pour (2,5) millions d'euros dues notamment à l'utilisation de provisions pour litiges pour (0,3) million d'euros chez EDF-ENR et pour (0,6) million d'euros aux Etats-Unis, de provisions pour garanties pour (1,4) million d'euros et de diverses reprises de provisions pour risques pour (0,4) million d'euros en France et (0,5) million d'euros chez Tenesol ;
- de la cession des sociétés Energies Antilles et Energies Saint Martin dont les provisions pour déconstruction s'élevaient respectivement à 0,4 et 0,5 million d'euros.

18. Actifs et passifs éventuels

Dans le cadre du développement des projets, le Groupe est amené à signer des accords de partenariat avec des tiers. En vertu de ces accords, en cas d'aboutissement du projet, le Groupe leur verse une rémunération sous forme soit d'une somme forfaitaire fixe ou proportionnelle (au nombre de MW développés, au coût de la construction, etc.), soit d'un pourcentage des revenus futurs du parc, soit d'une prise de participation dans une société de projet.

Si l'avancement n'est pas jugé suffisant pour garantir la bonne fin du projet, aucun passif n'est reporté. Si l'avancement du projet rend potentiel le versement d'une rémunération à ces tiers, un passif éventuel est mentionné.

Le montant des passifs éventuels dus au titre de ces projets en cours de développement est détaillé ci-dessous (en millions d'euros) :

Mode de rémunération	en millions d'euros	
	30/06/2010	31/12/2009
Forfaitaire	42,1	37,6
Pourcentage du revenu	5,7	5,9
Total Passifs éventuels	47,8	43,5

19. Engagements hors bilan

(en millions d'euros)	Échéances			30/06/2010	31/12/2009
	moins d'un an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans		
Engagements donnés	929	2 965	1 770	5 664	5 183
Avals, cautions et autres garanties données (1)	252	756	30	1 038	1 102
Nantissements, hypothèques et autres sûretés réelles (2)	89	459	1 472	2 020	1 604
Autres engagements donnés (3)	588	1 750	268	2 606	2 477
Engagements reçus	1 947	2 172	269	4 388	3 926
Avals, cautions et autres garanties reçues (1)	373	369	1	743	832
Autres engagements reçus (3)	1 574	1 803	268	3 645	3 094
Solde net				1 276	1 257

(1) Avals, cautions et autres garanties donnés :

- Le Groupe réalise régulièrement aux Etats-Unis et en Europe des constructions de fermes éoliennes et centrales photovoltaïques sous forme de contrats « clé en main ». Dans ce cadre, s'agissant d'opérations importantes, les clients et/ou financeurs demandent des garanties de bonne fin. Au 30 juin 2010, de telles garanties ont été accordées pour des parcs éoliens et solaires à hauteur de 824,8 millions d'euros. Ces garanties représentent 669,8 millions d'euros aux Etats-Unis, 128,8 millions d'euros en France, 26,2 millions d'euros en Espagne.
- Par ailleurs, des garanties de paiements, cautions et autres engagements ont été accordés pour 213,2 millions d'euros.

Avals, cautions et autres garanties reçus :

- Dans le cadre des contrats « clé en main » évoqués ci-dessus, le Groupe obtient des garanties de paiement des clients et/ou financeurs. Ces garanties de paiement s'élèvent à 646 millions d'euros. L'écart entre les engagements donnés de garanties de bonne fin et les engagements reçus de paiement est lié aux versements d'acomptes de la part des clients.
- D'autres garanties et engagements divers ont été obtenus pour 97,5 millions d'euros.

(2) Nantissements, hypothèques et autres sûretés réelles :

- Les nantissements et sûretés réelles sont essentiellement accordés dans le cadre de financements de projets :
 - les nantissements de titres de sociétés du Groupe représentent 174 millions d'euros au 30 juin 2010. L'essentiel est représenté par le nantissement des titres des filiales situées en Italie pour 77,2 millions d'euros, au Portugal pour 52,4 millions d'euros et en Grèce pour 30,1 millions d'euros ;
 - les nantissements des autres actifs (installations immobilisées des parcs éoliens et solaires, créances détenues), donnés en garantie des dettes financières, représentent 1 845 millions d'euros au 30 juin 2010 et sont constitués essentiellement de nantissements d'actifs en Amérique du Nord pour 511,8 millions d'euros, en Italie pour 388 millions d'euros, au Portugal pour 342,8 millions d'euros, en France pour 273,6 millions d'euros, en Grèce pour 191,9 millions d'euros, au Royaume Uni pour 83,6 millions d'euros, et dans les autres pays d'Europe pour 53 millions d'euros.

Les financements de nouveaux projets entraînent une hausse par rapport à 2009.

(3) Autres engagements donnés :

- Au 30 juin 2010, les autres engagements donnés incluent des engagements liés aux commandes de turbines et de modules photovoltaïques et aux contrats d'approvisionnement long terme pour 2 144 millions d'euros. Le poste comprend également les contrats de location et de service à long terme, pour 329 millions d'euros. Concernant ces derniers engagements, il existe une contrepartie difficile à chiffrer mais significative sous forme de garantie de

rendement technique des installations pour des niveaux de vent, des débits d'eau, ou des quantités données de combustible. Enfin, les autres engagements donnés sont composés d'engagements commerciaux pour 133 millions d'euros.

Autres engagements reçus :

Les engagements reçus comprennent les engagements réciproques :

- aux commandes d'immobilisations et contrats d'approvisionnement pour 2 291 millions d'euros. L'écart avec les engagements donnés provient des avances versées ;
- aux contrats de location et service à long terme pour 329 millions d'euros ;
- aux engagements commerciaux pour 73 millions d'euros.

Enfin, les engagements reçus sont composés des lignes de crédit accordées par les banques et non encore utilisées pour un montant égal à 954 millions d'euros dont 465 millions d'euros de la Banque Européenne d'Investissement pour le financement de futurs projets solaires.

20. Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises significatifs réalisés sur le premier semestre 2010 concernent les opérations suivantes :

- Acquisition en juin 2010, de 100 % d'intérêts dans les sociétés Beacon et Corona, consolidées en intégration globale ;
- Prise en compte, à compter de juin 2010, de 44 % d'intérêts complémentaires dans la société Reetec ; celle-ci est désormais consolidée en intégration globale avec un taux d'intérêt de 72 %, alors qu'elle était en mise en équivalence à 28 % en 2009. Lorsque la prise de contrôle est réalisée par achats successifs de titres, les actions antérieurement détenues avant la prise de contrôle sont réévaluées à leur juste valeur. La variation de valeur des actions REETEC antérieures enregistrées en résultat s'est élevée à (169) milliers d'euros.

Les intérêts minoritaires ont été évalués pour leur juste valeur.

Les opérations ont été comptabilisées conformément aux dispositions introduites par la norme IFRS 3 révisée, qui sont décrites dans la section 3.2.2.

Les acquisitions des sociétés Beacon et Corona, réalisées à la fin du premier semestre 2010 ont été comptabilisées de manière provisoire au 30 juin 2010. La juste valeur du prix d'acquisition ainsi que des actifs et des passifs acquis est susceptible d'être révisée, durant les 12 mois suivant la date d'acquisition, entraînant de ce fait une modification ultérieure des goodwill.

Les données relatives à ces regroupements sont présentées ci-dessous.

Analyse du coût d'acquisition

<i>(en milliers d'euros)</i>	TOTAL
• Prix d'acquisition	10 131
• Dette sur acquisitions de titres	4 725
• Juste valeur des actions antérieurement détenues	1 014
• Intérêts minoritaires	1 014
Coût d'acquisition total	16 883
• Juste valeur des actifs nets acquis	5 290
• Juste valeur des passifs nets acquis	(4 743)
Goodwill dégagé	16 337

Analyse de l'actif net acquis

<i>(en milliers d'euros)</i>	TOTAL	
	Juste Valeur	VNC
<i>Actif</i>		
• Immobilisations	36 271	32 579
• Autres actifs	6 205	6 205
• Stocks	722	722
• Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 274	1 274
TOTAL ACTIF	44 472	40 780
<i>Passif</i>		
• Dettes financières	36 155	36 155
• Juste valeur des instruments de couverture		0
• Dettes d'exploitation	2 889	2 889
• Autres passifs	4 882	3 405
ACTIFS (PASSIFS) NETS ACQUIS	546	(1 669)
Résultat net depuis la date d'acquisition	-	576
RESULTAT NET PART DU GROUPE	-	415

21. Transactions avec les parties liées

Compte de résultat (en milliers d'euros)

Société	Chiffre d'affaires		Charges opérationnelles		Produits financiers		Charges financières	
	30/06/2010	30/06/2009 retraité	30/06/2010	30/06/2009 retraité	30/06/2010	30/06/2009 retraité	30/06/2010	30/06/2009 retraité
Actionnaires	55 234	39 489	(1 319)	(1 017)	-	1 169	(8 286)	(1 399)
Co-entreprises	13 874	6 483	(17 683)	(21)	1 457	1 622	(5)	(20)
Entreprises associées	4	-	-	-	41	656	(1)	(1)
Sociétés sur lesquelles les dirigeants du groupe exercent une influence notable	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	69 112	45 972	(19 002)	(1 038)	1 498	3 447	(8 292)	(1 420)

Bilan – ACTIF (en milliers d'euros)

Société	Prêts et créances		Créances clients et autres créances d'exploitation		Charges constatées d'avance		Comptes courants financiers (cash pooling)	
	30/06/2010	30/06/2009 retraité	30/06/2010	30/06/2009 retraité	30/06/2010	30/06/2009 retraité	30/06/2010	30/06/2009 retraité
Actionnaires	-	-	9 893	135 487	-	502	113 148	145 000
Co-entreprises	123 347	85 746	6 024	5 663	-	-	-	-
Entreprises associées	5 129	25 701	217	189	-	-	-	-
Sociétés sur lesquelles les dirigeants du groupe exercent une influence notable	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	128 476	111 447	16 134	141 339	-	502	113 148	145 000

Bilan – PASSIF (en milliers d'euros)

Société	Dettes financières		Dettes fournisseurs		Comptes courants passifs	
	30/06/2010	30/06/2009 retraité	30/06/2010	30/06/2009 retraité	30/06/2010	30/06/2009 retraité
Actionnaires	1 000 240	471 165	1 233	381	6 124	5 309
Co-entreprises	600	1 255	7 878	2 274	253	28
Entreprises associées	62	61	-	-	-	2 145
Sociétés sur lesquelles les dirigeants du groupe exercent une influence notable	-	-	-	-	-	-
Total	1 000 902	472 481	9 111	2 655	6 377	7 482

Par « Actionnaires », on entend de manière limitative EDEV, EDF et le Groupe Mouratoglou.

Les co-entreprises sont les sociétés intégrées dans le périmètre de consolidation selon la méthode proportionnelle.

Les entreprises associées incluent les mises en équivalence ainsi que DALKIA.

Les transactions entre parties liées ne sont pas compensées entre elles.

22. Evénements postérieurs à la date de clôture

Il n'y a pas d'événements significatifs postérieurs à la clôture.



Rapport des Commissaires aux Comptes et Attestation des Responsables

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2010

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société EDF Energies Nouvelles S.A., relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2010 tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3.3 de l'annexe aux comptes consolidés résumés qui expose le retraitement des données comparatives du semestre clos le 30 juin 2009 suite au changement de méthode de consolidation des partenariats aux Etats-Unis opéré au 31 décembre 2009 et le changement de présentation induit pas le reclassement de certains passifs financiers au 30 juin 2010.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés résumés.

Paris La Défense et Paris le 26 juillet 2010

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Alain Martin & Associés

Catherine Porta
Associée

Alain Martin
Associé

Attestation des personnes physiques responsables

Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des sociétés comprises dans la consolidation du groupe EDF Energies Nouvelles au 30 juin 2010 et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris La Défense, le 26 juillet 2010.

Le Président du conseil d'administration

Pâris Mouratoglou

Le Directeur Général

David Corchia